



IFAN

ACTU

www.ifan.ucad.sn

N°10

● ACTUALITÉS

● RECHERCHE SCIENTIFIQUE

● PUBLICATIONS

HOMMAGE

Ils nous ont quittés, mais leur lumière demeure ! Pr Pape Demba Fall (12 février 2025)
Pr Abdou Salam Fall (15 août 2025) p29

ACTUALITÉS

Repenser l'islam à partir de l'Afrique :
pour une (géo)politique du religieux comme
question d'autorité p2

ACTIVITÉS INSTITUTIONNELLES

LATEU

Améliorer la surveillance des eaux du Sénégal avec le
projet SENEWAT: un projet de recherche au service de
la santé, de l'environnement et du développement
durable p9

ACTUALITÉS

Insécurité alimentaire et nutritionnelle au Centre
Sahel : défis stratégiques et gaps de données pour une
approche multidimensionnelle p7

REPORTAGE

Département des Sciences humaines de l'IFAN
Recherche et analyse des sociétés africaines p12

FIGURES HISTORIQUES

Pr Abdoulaye Bathily : parcours d'un militant engagé

ZOOM SUR

IFAN Cheikh Anta Diop : six années à la direction de
l'Institut au service de la recherche, du patrimoine et
de l'action publique
Entretien avec le Professeur Abdoulaye B. Ndiaye p25

À l'orée de cette nouvelle année, et à l'aube d'un nouveau cycle, l'Institut Fondamental d'Afrique Noire Cheikh Anta Diop se situe à un moment charnière, marqué par une recomposition intellectuelle, l'évolution des cadres de pensée et les réformes curriculaires en cours. Ce contexte invite à interroger les contenus, les méthodes de recherche et les finalités de la production scientifique et de la formation, à l'aune des transformations sociales, académiques et technologiques contemporaines.

Ce 10^e numéro de la newsletter marque une étape éditoriale importante, en venant clore un cycle consacré aux reportages sur les départements de l'IFAN, conçus comme des espaces vivants de production scientifique, de circulation des savoirs et de valorisation des patrimoines.

Cette édition se consacre au Département des Sciences humaines de l'IFAN, à travers un reportage mettant en lumière ses laboratoires, ses équipes et ses principaux axes de recherche. Elle souligne le rôle central de ce département dans l'analyse des sociétés africaines, la production de savoirs critiques et l'accompagnement des mutations sociales, culturelles et économiques du continent, tout en illustrant la vitalité intellectuelle et scientifique qui anime l'IFAN dans l'accomplissement de ses missions.

Mais ce temps de passage et de projection s'inscrit aussi dans une conscience aiguë de l'histoire humaine de l'institution, faite de trajectoires, d'engagements et de présences qui continuent de l'habiter. L'année écoulée a été marquée par des pertes douloureuses pour notre communauté scientifique. L'IFAN a perdu deux grandes figures : Pr Abdou Salam Fall et Pr Papa Demba Fall, chercheurs engagés, enseignants respectés, hommes de science profondément attachés aux sociétés africaines et à la rigueur intellectuelle. Leur disparition laisse un vide immense, mais leur héritage intellectuel, humain et institutionnel demeure vivant dans les travaux, les équipes et les générations qu'ils ont formées.

Dans ce même esprit de reconnaissance, cette édition propose un zoom sur les anciens de l'IFAN, ces figures tutélaires dont les parcours ont façonné l'histoire scientifique, politique et intellectuelle du Sénégal et de l'Afrique. Le focus consacré au Pr Abdoulaye Bathily illustre avec force cette filiation. Historien majeur, intellectuel engagé et acteur de premier plan de la vie publique nationale et internationale, son itinéraire rappelle le rôle central de l'IFAN comme lieu de formation, d'ancrage scientifique et de maturation des engagements intellectuels et citoyens.

IFAN-ACTU s'inscrit également dans un moment de transition institutionnelle. Elle revient sur la fin du mandat du Directeur sortant, Pr Abdoulaye Baila Ndiaye, dont l'action a été marquée par le renforcement de la recherche appliquée, la valorisation du patrimoine et la modernisation des infrastructures scientifiques. L'entretien qui lui est consacré permet de mesurer le chemin parcouru et de rappeler les fondements d'une gouvernance attentive à la collégialité et à l'initiative scientifique.

À l'issue du scrutin du 6 janvier 2026, l'IFAN ouvre une nouvelle page avec l'élection de son nouveau Directeur, Pr Matar Ndiaye. Cette étape institutionnelle majeure intervient dans un contexte exigeant, appelant à une conduite stratégique des missions scientifiques et patrimoniales de l'Institut, ainsi qu'à un pilotage attentif des transformations en cours.

Les actualités scientifiques traitées dans cette newsletter témoignent par ailleurs de l'ancrage de l'IFAN dans les grands débats contemporains. Les travaux consacrés à l'islam, à la sécurité, à la migration ou encore à l'insécurité alimentaire illustrent une recherche attentive aux réalités africaines, aux circulations transnationales et aux enjeux de gouvernance. En abordant ces questions à partir de l'Afrique, les chercheurs de l'IFAN participent à une production de savoirs critiques, contextualisés et utiles à la compréhension des sociétés et à l'éclairage de l'action publique.

Cette édition rend également compte de la vie institutionnelle et syndicale, avec la nomination de Dr Mamadou Bodian comme Secrétaire général du SAES section Dakar. Cette désignation, première du genre pour un chercheur issu de l'IFAN à ce niveau de responsabilité à l'UCAD, illustre l'implication croissante de nos collègues dans les espaces de gouvernance, de dialogue social et de défense de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Enfin, en cette nouvelle année, nous adressons à l'ensemble des chercheurs, enseignants, personnels administratifs et techniques, partenaires et lecteurs de la newsletter nos vœux de santé, de sérénité, de réussite et de fécondité scientifique. Que 2026 soit placée sous le signe du travail collectif, de l'excellence académique, de la solidarité institutionnelle et du rayonnement renforcé de l'IFAN, au service du Sénégal, de l'Afrique et de la production de savoirs ancrés, utiles et partagés.

Pr Adjaratou Oumar Sall,
Coordinatrice de IFAN-ACTU

ÉDITORIAL	1
ACTUALITÉS	
Repenser l’islam à partir de l’Afrique : pour une (géo)politique du religieux comme question d’autorité	3
Quel rôle pour les autorités traditionnelles et les leaders religieux dans la promotion de la sécurité collective ?	5
Insécurité alimentaire et nutritionnelle au Centre Sahel : défis stratégiques et gaps de données pour une approche multidimensionnelle	7
ACTIVITÉS INSTITUTIONNELLES	
Laboratoire d’histoire : Séminaire de recherche du Laboratoire d’Histoire de l’IFAN-Cheikh Anta Diop (UCAD)	9
Laboratoire de Littératures et civilisations africaines : « La musique populaire et l’histoire politique au Sénégal »	10
LATEU : Améliorer la surveillance des eaux du Sénégal avec le projet SENEWAT: un projet de recherche au service de la santé, de l’environnement et du développement durable	11
LATEU : Un renfort stratégique contre la résistance aux antimicrobiens : le Fleming Fund, à travers la FAO, renforce le Laboratoire de Traitement des Eaux Usées de l’IFAN	12
Laboratoire de linguistique : SENTERMINO : une initiative du Laboratoire de linguistique de l’IFAN au service des langues nationales et du numérique	13
Laboratoire d’islamologie : Approches pluridisciplinaires des manuscrits islamiques : l’IFAN abrite un atelier doctoral international	14
Musée Théodore Monod : Le Musée Théodore Monod de l’IFAN célèbre l’héritage musical à travers la kora de Soundioulou Sissokho.....	15
REPORTAGE	
Département des Sciences humaines de l’IFAN : Recherche et analyse des sociétés africaines.....	16
Le Laboratoire d’Archéologie de l’IFAN : Pilier de la recherche sur le patrimoine Ouest-africain.....	16
Laboratoire d’Histoire : Une tradition de recherche au service de l’Afrique.....	17
Laboratoire de Géographie de l’IFAN : un témoin vivant des mutations du Sénégal	18
Unité de Recherche en Ingénierie culturelle et en Anthropologie (URICA) : Penser et accompagner les mutations culturelles africaines	19
LARTES IFAN, au cœur des transformations socio-économiques africaines	19
À la découverte du Laboratoire d’Études Sociales (LABES) de l’IFAN.....	20
Profil du chef de département.....	21
FIGURES HISTORIQUES	
Pr Abdoulaye Bathily : parcours d’un militant engagé	22
ZOOM SUR	
IFAN Cheikh Anta Diop : six années à la direction de l’Institut au service de la recherche, du patrimoine et de l’action publique	
Entretien avec le Professeur Abdoulaye B. Ndiaye	25
INFORMATIONS INSTITUTIONNELLES	
De nouveaux chercheurs au Laboratoire d’Histoire	28
HOMMAGE	
Ils nous ont quittés, mais leur lumière demeure ! Pr Pape Demba Fall (12 février 2025), Pr Abdou Salam Fall (15 août 2025)	29

Repenser l'islam à partir de l'Afrique : pour une (géo)politique du religieux comme question d'autorité

Aborder l'islam en Afrique comme un simple fait religieux constitue une réduction analytique majeure. Une telle lecture isole la croyance de ses conditions historiques, sociales et politiques de production, et projette sur le continent des catégories forgées ailleurs. Or, en Afrique, l'islam n'a jamais existé comme une sphère séparée du monde social. Il s'est diffusé à travers des routes commerciales, des alliances politiques, des hiérarchies locales et des dispositifs d'autorité antérieurs à l'État moderne. Le religieux y apparaît ainsi comme un mode de régulation sociale, un répertoire de légitimation et un langage du pouvoir.

C'est pourquoi parler de *(géo)politique des religions* n'est ni un anachronisme ni une surpolitisation de la foi. Dès le XI^e siècle, lorsque l'islam s'installe durablement à Gao ou à Koumbi Saleh, il s'articule à des structures politiques existantes. Plus à l'ouest, il progresse par capillarité le long des circuits marchands soninké et wangara, où la confiance et la réputation comptent autant que la contrainte. Le pèlerinage d'Askia Mohammed à La Mecque en 1496 illustre cette imbrication : au-delà de la piété, il constitue une déclaration géopolitique inscrivant le Songhaï dans l'espace symbolique du monde arabo-musulman et redéfinissant une souveraineté à la fois territoriale et scripturaire. Cette articulation ancienne entre islam et pouvoir se prolonge sous la colonisation. Les archives de l'AOF montrent qu'à partir de 1912, l'administration coloniale traite l'islam comme une force politique latente, en cartographiant marabouts, réseaux et circulations. La « question islamique » devient une question de police, de mobilité et de contrôle de l'écrit.

Parler aujourd'hui de (géo)politique des religions revient donc à reconnaître une continuité historique dans laquelle le religieux participe pleinement à la production de l'ordre social. Ce déplacement analytique est central : la question n'est pas d'abord celle de la croyance, mais de l'autorité. Qui dit la norme ? Qui arbitre les conflits ? Qui distribue l'assistance ou encadre la jeunesse ? Le religieux apparaît alors comme un registre de légitimation parmi d'autres – au même titre que l'État, la nation ou le développement – et non comme un principe hors du politique. Dans les mosquées, les daaras, les associations caritatives ou les réseaux confrériques se joue une bataille silencieuse pour l'autorité

quotidienne, celle qui s'exerce dans le quartier, au marché ou lors d'un conflit foncier.

L'expérience africaine oblige à décentrer les études islamiques. Elle montre que l'autorité religieuse ne se construit pas uniquement dans la proximité des lieux saints, mais dans la capacité à répondre à des besoins sociaux concrets. À Tombouctou, au XVI^e siècle, des savants comme Ahmed Baba développent une pensée juridique attentive aux réalités locales. Son exil à Marrakech après l'invasion marocaine révèle que les savants ouest-africains sont déjà des acteurs intellectuels dont l'autorité circule et inquiète. Au Sénégal, cette territorialisation se manifeste avec des villes religieuses comme Touba ou Tivaouane. Fondée en 1887 par Ahmadou Bamba, Touba devient progressivement un centre économique, éducatif et politique informel. L'organisation du Magal illustre une capacité de mobilisation logistique et sociale qui évoque celle d'un État social parallèle. Repenser l'islam à partir de l'Afrique, c'est reconnaître cette capacité d'organisation collective.

Si le religieux demeure un régulateur central après les indépendances, c'est aussi parce que l'État postcolonial est souvent resté intermittent. Dans les campagnes sahéliennes comme dans la vallée du fleuve Sénégal, les autorités religieuses ont longtemps assuré l'arbitrage local. Lors des crises politiques sénégalaises de 1988 ou des années 2020, leurs appels au calme ont parfois eu plus d'effet que les discours officiels. Le religieux n'a pas remplacé l'État ; il a amorti ses défaillances grâce à une légitimité sociale fondée sur la confiance.

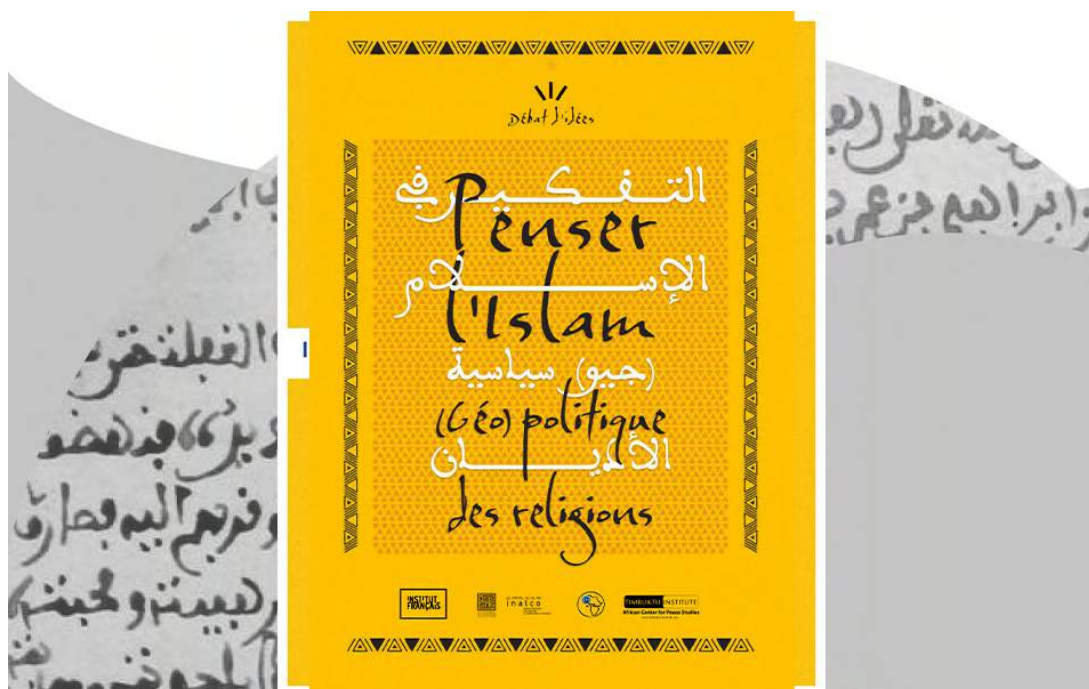
Les peurs contemporaines autour de l'islam trouvent en grande partie leur origine dans cette histoire coloniale. Dans l'entre-deux-guerres, l'administration française redoute les retours de pèlerinage, les écoles arabes non contrôlées et les correspondances venues du Caire ou de Fès. En 1937, certains rapports évoquent explicitement la crainte d'un « panislamisme ». Cette lecture sécuritaire du religieux n'a jamais complètement disparu. Aujourd'hui, le vocabulaire change – « radicalisation », « extrémisme violent », « signaux faibles » – mais la structure mentale demeure. Ce recyclage de la mémoire coloniale conduit l'État à gouverner le religieux par la surveillance plutôt que par la reconnaissance, transformant une question

sociale en problème de sécurité. Le tournant des années 1970 accentue ces dynamiques. Après les chocs pétroliers, de nouvelles ressources circulent : mosquées financées de l'extérieur, bourses pour étudier à Médine ou au Caire, ONG islamiques engagées dans le social. Ces flux ne provoquent pas une rupture doctrinale, mais une recomposition organisationnelle. À l'image des effets de rente en économie politique, ils reconfigurent le marché de l'autorité religieuse, rendent visibles de nouveaux entrepreneurs et déplacent les hiérarchies existantes. La question des arabisants illustre avec force cette politisation silencieuse du religieux. Dans les années 1980 et 1990, de nombreux diplômés arabo-islamiques se heurtent à une faible reconnaissance institutionnelle. Le religieux devient alors un langage de dignité et parfois de contestation, non par radicalité, mais par défaut de reconnaissance. Ici, la question religieuse rejoint directement la question démocratique : la démocratie n'est pas seulement électorale, elle est aussi une économie de la reconnaissance sociale. Les grandes causes musulmanes internationales – Palestine, révolution iranienne – ont également reconfiguré les imaginaires politiques. Elles n'importent pas mécaniquement des modèles, mais offrent des répertoires globaux de mobilisation et de dénonciation de l'injustice. Le religieux devient un langage politique disponible, parfois stabilisateur, parfois polarisant.

Aujourd'hui, l'islam devient facteur d'insécurité lorsque des injustices sociales persistantes rencontrent une réponse exclusivement sécuritaire. Dans de nombreuses zones rurales et frontalières du Sahel, les leaders religieux restent pourtant des médiateurs essentiels. Les fragiliser, c'est risquer de fissurer un pare-feu social précieux. La sécurité sans politique finit souvent par produire l'insécurité comme horizon permanent. Les confréries et réseaux religieux transnationaux ne défient pas frontalement l'État ; ils en révèlent les limites dans un monde marqué par la mobilité et la fragmentation des appartenances. Ces diplomaties religieuses parallèles obligent l'État à un choix : surveillance ou intégration, suspicion ou reconnaissance. Ce que l'Afrique nous apprend, en définitive, est décisif. L'islam peut être profondément social, historiquement enraciné et politiquement influent sans être théocratique. La question centrale n'est pas la compatibilité abstraite entre islam et démocratie, mais la capacité des États à produire justice, protection et reconnaissance. Lorsque l'État protège, l'islam pacifie. Lorsque l'État exclut, l'islam conteste. Et lorsque l'État échoue durablement, l'islam gouverne — non par vocation, mais par nécessité.

Repenser l'islam à partir de l'Afrique, c'est ainsi comprendre que la question religieuse est d'abord une question d'autorité. Et toute question d'autorité est, en dernière instance, une question de gouvernance et de démocratie.

Dr Mamadou Bodian



Quel rôle pour les autorités traditionnelles et les leaders religieux dans la promotion de la sécurité collective ?

La sécurité est-elle l'affaire de tous ? Hybridité, sécurisation et perception des populations

Interroger le rôle des autorités religieuses et traditionnelles dans la sécurité collective suppose d'abord de dépasser l'idée selon laquelle l'État détiendrait seul le monopole de la violence légitime. Il convient en effet de se demander si la sécurité est véritablement l'affaire de l'État uniquement. Pour sortir de cette impasse à la fois politique et épistémologique, il est important d'avoir recours à une conception démilitarisée de la gouvernance sécuritaire. Cela donne des pistes pour que, à côté de l'État, gardien de la paix et de la sécurité, les communautés puissent, elles aussi, jouer leur rôle. Cela ne signifie pas qu'on doit être en face de deux pouvoirs concurrents : d'un côté l'État, et de l'autre, les communautés religieuses et traditionnelles. Une approche plus collaborative permet à chacun de jouer sa partition dans l'intérêt des populations. Cette démarche, largement étudiée par les spécialistes de la gouvernance sécuritaire en Afrique, porte un nom : l'hybridité¹. Une prise en compte de cette hybridité est vitale pour une paix et une sécurité durable. Dans un article sur la gouvernance de la sécurité en Afrique, Niagalé Bagayoko-Penone, Eboe Hutchful et Robin Luckham rappellent, à juste titre, que « la méconnaissance, ou une mauvaise compréhension, des acteurs non étatiques, des normes non codifiées et des réseaux non formels actifs dans le secteur de la sécurité, est un facteur explicatif essentiel de l'échec de politiques sécuritaires qui, depuis des décennies, sont demeurées trop exclusivement centrées sur l'État »².

Mais qu'est-ce que l'hybridité dans la gouvernance de la sécurité ? Selon les auteurs précédemment cités, « l'hybridité renvoie [...] aux processus à travers lesquels les normes (codifiées ou non), les acteurs (établis par la loi ou non) et les réseaux (structurés ou non officiels) interagissent, en concurrence ou en complémentarité, au sein des institutions formelles ou informelles. En d'autres termes, la notion d'hybridité incite à se pencher sur

la façon dont les acteurs, les normes et les réseaux non étatiques concurrencent ou, au contraire, complètent le périmètre d'intervention des institutions étatiques et des cadres légaux dans des environnements stables ou conflictuels »³. Les autorités religieuses et/ou traditionnelles relèvent des acteurs non officiels dont les actions peuvent avoir un impact, positif ou négatif, sur la sécurité. Leur implication, pour être bénéfique à la gouvernance sécuritaire, doit s'inscrire dans une logique de complémentarité et non de concurrence, au risque de conduire à une situation où le pouvoir traditionnel et/ou religieux serait tenté par une volonté de substitution et d'autonomie susceptible de fragiliser l'État. En plus de cette notion d'hybridité, l'émergence d'autres concepts, tels que la sécurité humaine, la sécurité citoyenne ou encore la sécurité collaborative, met en évidence l'exigence d'une participation de tous les acteurs, notamment des autorités religieuses et traditionnelles, dans la promotion de la paix et de la sécurité. Elle démontre aussi que l'État, à lui seul, ne peut garantir une paix durable, surtout dans des sociétés où le sentiment d'appartenance à un groupe demeure fort.

Pourquoi les autorités religieuses et traditionnelles sont-elles appelées à intervenir pour la promotion de la sécurité collective ? Parce que de nombreuses études montrent qu'une sécurisation excessive tend parfois à provoquer davantage d'insécurité plutôt qu'à instaurer une paix durable. Une réponse exclusivement militaire et policière a ainsi peu de chance d'aboutir à des résultats positifs. Dans un article consacré au Mali, Hamidou Magassa montre, par exemple, qu'en « matière d'antiterrorisme, les réponses étatiques font autant partie du problème que de sa solution »⁴, ce qui l'amène, avec ironie, à évoquer les « logiques illogiques des régimes sécuritaires ».

Une autre raison tient au fait que les autorités traditionnelles et religieuses bénéficient d'une perception globalement positive auprès des

¹ Niagalé Bagayoko-Penone, Eboe Hutchful, Robin Luckham, « Hybridité et gouvernance de la sécurité en Afrique », *Afrique contemporaine*, 2016/4 (N° 260), pp. 93 -109.

² *Ibid.*, p.94

³ *Ibid.*, p.96.

⁴ Hamidou Magassa « Sécurité d'État et insécurité nationale au Mali : les logiques illogiques des régimes sécuritaires », *Afrique et développement*, Volume XLII, No. 3, 2017, p.227

⁵ Ambroise Dakouo, « Les mécanismes locaux de règlement des conflits face à la mise en œuvre de la réforme du secteur de la sécurité au Mali », *Afrique et développement*, Volume XLII, No. 3, 2017, p.292.

⁶ *Ibid.*, p.289.

populations. Dans son article intitulé « Les mécanismes locaux de règlement des conflits face à la mise en œuvre de la réforme du secteur de la sécurité au Mali », Ambroise Dakouo montre que 56,25% des Maliens estiment que les mécanismes traditionnels sont plus à même de prévenir et résoudre les conflits, contre seulement 12,50 % pour les mécanismes étatiques⁵. Ces mécanismes traditionnels renvoient à « la gestion traditionnelle des conflits, souvent appelée méthode endogène » ; ils désignent également « une forme de gestion qui fait référence à la mobilisation du capital social, du patrimoine culturel des sociétés et des ressources religieuses ». Dans ce cadre, les plus impliqués sont « les chefferies, les leaders communautaires, les imams, les marabouts, les cadis »⁶.

Le second chiffre provient d'un rapport sur la sécurité citoyenne en Sénégal publié en novembre 2020 par le Laboratoire d'analyse des sociétés et pouvoir –Afrique/Diaspora (LASPAD) de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis. Le rapport montre qu'au Sénégal, en Gambie et en Guinée-Bissau, seuls 29,2% des enquêtés, ayant été victimes d'agression, se sont plaints auprès de la police et 2,1% à la gendarmerie. En revanche, 28,1% se tournent vers leur propre famille, 3,1% vers la famille du présumé coupable, 11,5% vers leurs amis et 2,1% vers un chef religieux, tandis que 19,8% préfèrent n'en parler à personne. Ces données indiquent que seule une minorité des populations fait des services de l'État son interlocuteur en cas d'insécurité, les ressources communautaires étant préférées des populations⁷.

En plus de ces deux constats, un troisième s'impose : les religieux sont devenus des acteurs à part entière du débat public. Dans leur article intitulé « Les religieux musulmans dans l'amélioration du débat public sur la bonne gouvernance au Sénégal »⁸, Mamadou Bodian et El Hadji Malick Sy Camara montrent que les années 1980 ont marqué un changement de paradigme dans les relations entre l'État et les autorités religieuses au Sénégal. Le contrat social classique, dans lequel le Marabout et le prince disposaient chacun de leur périmètre d'intervention, a été profondément transformé sous l'effet d'un contexte international promouvant des « systèmes politiques qui encouragent la participation des populations au processus de prise de décisions »⁹. Dans ce nouveau cadre, les

dirigeants se trouvent de plus en plus tenus de rendre compte de leurs actions aux citoyens, tandis que les religieux commencent à jouer un rôle de médiation en situation de tensions ou de risques de conflits. Ils agissent également comme facilitateurs « lorsque les populations et les pouvoirs publics entrent en collision ou quand la décision de l'État risque de susciter des réactions populaires »¹⁰. Cette fonction explique que, lors des périodes de crise au Sénégal, des voix soient régulièrement lancées aux autorités religieuses et traditionnelles avec le fameux « *na kilifa yi wax* », dans l'espoir que leur intervention favorise l'apaisement, la paix et la sérénité. L'enjeu central demeure désormais de savoir comment renforcer le pouvoir des autorités religieuses et traditionnelles sans pour autant affaiblir l'autorité de l'État ni compromettre l'intégrité territoriale de nos pays.

Pistes pour un apport efficient des autorités religieuses et traditionnelles Au-delà de leur rôle de médiateurs, les autorités religieuses et traditionnelles peuvent contribuer efficacement à la sécurité collective selon quatre axes complémentaires :

- une collaboration renforcée avec les États et les organisations internationales en matière de prévention des violences (Plan de Fès, Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, initiatives de la CEDEAO, CRD) ;
- l'accompagnement spirituel et la réinsertion des détenus, levier central de prévention de la radicalisation et argument en faveur d'une structuration régionale de l'aumônerie ;
- le développement d'une diplomatie religieuse, rendu possible par le caractère transnational des confréries, comme l'illustrent l'action de Cheikh Mahi Niasse au Darfour ou celle de la Fondation Mohammed VI des Oulémas africains ;
- la promotion d'un discours théologique d'altérité, indispensable à la déconstruction des idéologies extrémistes et à la formation de citoyens acteurs de paix.

Dans cette perspective, la paix durable passe par la réconciliation des esprits et des cœurs — « la plus difficile des batailles de la paix », selon Hamidou Magassa —, un défi commun à toute la région, qui ne saurait être relevé sans l'apport décisif des autorités religieuses et traditionnelles.

Dr Seydi Diamil Niane

⁷ Rachid Id Yassin, Mame Penda Ba & Khalifa Diop, *La sécurité citoyenne : pour un contrôle citoyen de l'action publique sécuritaire en Afrique*, Université Gaston Berger, novembre 2020, p.62.

⁸ Mamadou Bodian & El Hadji Malick Sy Camara, « Les religieux musulmans dans l'amélioration du débat public sur la bonne gouvernance

au Sénégal », in Abdourahmane Seck, Mayke Kaag, Cheikh Guèye & Abdou Salam Fall (éds.), *État, Sociétés et Islam au Sénégal : Un air de nouveau temps?*, Paris & Leyde, Karthala & Afrika-Studiecentrum, 2015, p.113.

⁹ Ibid.

¹⁰ Ibid., p.121.

Insécurité alimentaire et nutritionnelle au Centre Sahel : défis stratégiques et gaps de données pour une approche multidimensionnelle



L'insécurité alimentaire et nutritionnelle (IAN) demeure un challenge majeur en Afrique de l'Ouest, et plus particulièrement au Sahel. De manière structurelle, une part importante de la population sahélienne ne dispose pas d'un accès permanent à une alimentation suffisante, saine et nutritive pour mener une vie convenable, conformément à la définition de la sécurité alimentaire et nutritionnelle adoptée lors du Sommet mondial de l'alimentation organisé par la FAO en 1996.

Selon les données publiées par la FAO dans son rapport *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde – 2025*, la situation alimentaire apparaît particulièrement critique dans les pays du « Centre Sahel », à savoir le Burkina Faso, le Mali et le Niger. À titre illustratif, en 2024, l'émaciation touche environ 9,8 % des enfants de moins de cinq ans au Burkina Faso, 5,4 % au Mali et 10,9 % au Niger. Les taux observés au Burkina Faso et au Niger sont supérieurs à la moyenne ouest-africaine, estimée à 6,5 %. Par ailleurs, la problématique alimentaire dans cette région revêt un caractère spécifique en ce qu'elle intègre fortement une dimension nutritionnelle.

La situation est aggravée par de multiples chocs, à la fois endogènes — tels que l'insécurité civile et l'instabilité politique — et exogènes — notamment la pandémie de COVID-19 et le conflit russo-ukrainien —, qui affectent les systèmes alimentaires à travers divers mécanismes, notamment la production agricole, les circuits d'approvisionnement et les prix des denrées alimentaires.

En raison de son importance, la question de l'IAN au Sahel a fait l'objet de nombreux travaux scientifiques. Les approches développées sont le plus souvent de niveau méso (à l'échelle des ménages), bien que des

analyses micro (individuelles) et macro (nationales) existent également. Les analyses macroéconomiques reposent généralement sur un ensemble relativement stable de variables socioéconomiques, considérées comme des déterminants directs ou indirects de l'IAN : production et prix des produits alimentaires, revenus des ménages, état nutritionnel et conditions de santé des populations.

Les sources de données mobilisées sont, dans la majorité des cas, les enquêtes nationales dites « SMART » (*Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions*) ainsi que les données issues des analyses du *Cadre Harmonisé*, un outil régional de référence élaboré sous l'égide du CILSS avec l'appui de nombreuses organisations nationales, régionales et internationales. Il en résulte toutefois une faible mise en perspective multisectorielle, pourtant nécessaire à une approche véritablement holistique des causes et des déterminants de l'IAN.

Afin de mieux rendre compte du caractère multidimensionnel de l'IAN, une équipe de recherche du LARTES-IFAN, avec l'appui du Programme alimentaire mondial, a proposé un cadre conceptuel intégrateur. Ce modèle identifie les principales dimensions de l'analyse de l'IAN au Sahel et les facteurs socioéconomiques et politiques associés à chacune d'elles. Il met en relation l'offre et la demande de produits alimentaires avec des variables telles que la production agricole, le commerce extérieur, le fonctionnement des marchés, les revenus des ménages, les habitudes alimentaires, les politiques sectorielles, ainsi que les pratiques et réseaux des commerçants.

La comparaison entre les variables requises par ce cadre conceptuel et les données effectivement disponibles dans les principales bases consacrées à la sécurité alimentaire fait apparaître un besoin

d'ajustements stratégiques, accompagné de gaps importants de données, pour une meilleure compréhension empirique de l'IAN.

L'un des principaux défis réside dans l'intégration de l'insécurité civile qui sévit dans la zone. Théoriquement, celle-ci affecte l'IAN notamment à travers les déplacements de populations, qui perturbent les cycles de production et de consommation alimentaires, ainsi que par la hausse des prix liée à l'augmentation des coûts de transport et aux risques encourus par les commerçants. Toutefois, les données permettant de mesurer empiriquement ces effets restent largement insuffisantes.

Un deuxième défi concerne les entraves à la liberté du commerce, notamment les décisions étatiques d'interdiction d'exportation de certains produits alimentaires. Au-delà des débats sur la légalité de ces mesures, leurs impacts réels sur la sécurité alimentaire demeurent peu documentés. S'y ajoute la question du

commerce transfrontalier non enregistré, dont la prise en compte analytique est limitée par le manque de données fiables.

Un autre défi majeur est lié à la production de contre-saison, en plein développement dans la région, mais pour laquelle les informations disponibles sur les types de cultures, les volumes produits, les flux financiers générés et les modalités de consommation restent très lacunaires.

Enfin, les analyses actuelles reposent davantage sur des consultations ponctuelles, par nature de court terme, que sur des recherches approfondies inscrites dans la durée. Le développement de projets de recherche multidisciplinaires et prospectifs à long terme apparaît dès lors indispensable pour mieux comprendre les mécanismes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et proposer des solutions durables, efficaces et innovantes face à cette forme persistante de pauvreté.

Par Soufianou MOUSSA

Référence

Moussa, S., Dzoukou Homs, C. L., Magagi, S., Cissé, R. & Fall, A. S. (2023). *Fonctionnement des marchés alimentaires, sécurité alimentaire et nutritionnelle*

et abordabilité d'une alimentation saine et nutritive au Centre Sahel. Les Études nationales du LARTES-IFAN, 01/2023.



Laboratoire d'Histoire

Séminaire de recherche du Laboratoire d'Histoire de l'IFAN-Cheikh Anta Diop (UCAD)

Femmes, santé reproductive et colonialisme en Afrique occidentale française (XIXe-XXe siècles)

Dans le cadre de ses activités scientifiques, le Laboratoire d'Histoire de l'Institut Fondamental d'Afrique Noire Cheikh Anta Diop (IFAN-UCAD) a organisé, le jeudi 27 février 2025, un séminaire de recherche à la Salle du Conseil de l'IFAN, autour du thème général « *Afrique, histoire et mutations : comprendre les dynamiques contemporaines du continent* ».

À cette occasion, Aïssatou Seck, doctorante en histoire moderne et contemporaine à l'École doctorale *Études de l'Homme et de la Société (ETHOS)* de l'UCAD, a présenté une communication intitulée « *Femmes, santé reproductive et colonialisme en Afrique occidentale française (XIXe-XXe siècles)* ». La présentation a été commentée par Dr Haydée Bangerezako, et la séance modérée par Dr Anna Marie Diagne.

Dans son exposé, Aïssatou Seck a proposé une analyse historique de la contribution des femmes africaines à la gestion de la santé reproductive en contexte colonial, en mettant en lumière leur rôle central dans les processus de médicalisation, mais aussi les formes de résistance et d'adaptation face aux politiques sanitaires coloniales. Son analyse s'est structurée autour de trois axes principaux.

Le premier axe a porté sur les théories médico-raciales du XIXe siècle, qui ont façonné les représentations coloniales du corps des femmes africaines. L'intervenante a montré comment l'idéologie médicale occidentale, imprégnée de stéréotypes raciaux et de préjugés civilisationnels, a contribué à légitimer la domination coloniale et la prétendue « mission civilisatrice » de la France en Afrique de l'Ouest.

Le deuxième axe a été consacré au rôle des matrones et à la résistance des mères africaines à la médicalisation coloniale de la grossesse. Détentrices de savoirs endogènes en matière de grossesse, d'accouchement et de soins postnataux, les matrones

ont longtemps constitué les principales actrices de la santé maternelle et infantile, en particulier en milieu rural. L'exposé a mis en évidence les formes de résistance sanitaire, notamment le refus des vaccinations et de l'accouchement dans les structures coloniales, ainsi que les tensions provoquées par les politiques coloniales, dont le décret de 1897 visant à criminaliser les pratiques médicales africaines.

Le troisième axe a analysé l'évolution des relations entre matrones et sages-femmes africaines au XXe siècle, notamment après la Première Guerre mondiale. La création de l'École de médecine de Dakar en 1918 a marqué un tournant, favorisant l'intégration progressive des matrones dans le dispositif sanitaire colonial et la formation d'une élite féminine africaine de la santé reproductive. À travers l'exemple emblématique d'Aoua Keita, l'intervenante a souligné les logiques de complémentarité, mais aussi les tensions, entre savoirs médicaux endogènes et biomédecine coloniale.

Les échanges avec le public ont salué la pertinence scientifique et sociale de la thématique, tout en soulignant l'intérêt de ce champ de recherche encore peu exploré en histoire, comparativement à l'anthropologie ou à la sociologie. Plusieurs interventions ont invité la doctorante à élargir son analyse aux savoirs locaux liés à l'accouchement, aux apports de l'Église et aux influences des savoirs islamiques dans la prise en charge de la santé reproductive en Afrique de l'Ouest.

Ce séminaire a ainsi permis de nourrir une réflexion riche et pluridisciplinaire sur les femmes, la santé et le colonialisme, tout en réaffirmant le rôle du Laboratoire d'Histoire de l'IFAN comme espace de dialogue scientifique et de valorisation de la recherche historique contemporaine.

Co-auteurs :

Dr Amadou Dramé (IFAN, Ch. A. Diop)
Dr Saliou Dit Baba Diallo (IFAN, Ch. A. Diop)
Aïssatou Seck (Doctorante, ETHOS-UCAD)

Laboratoire de Littératures et civilisations africaines

« La musique populaire et l'histoire politique au Sénégal »

Le Laboratoire de Littératures et Civilisations africaines de l'IFAN Cheikh Anta Diop a organisé, le 30 avril 2025, une conférence autour du thème : « *Musique populaire et histoire politique au Sénégal* ». Cette rencontre s'inscrivait dans le cadre des activités d'animation scientifique du laboratoire et a été initiée par Dr Ibrahima Faye.



La conférence a été animée par le Professeur des universités Ibrahima Wane, président du Conseil d'administration du Musée des Civilisations Noires, et modérée par le Professeur Kalidou Seydou Sy de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis. Pendant près de trois heures, chercheurs, étudiants, spécialistes de la musique populaire sénégalaise et des traditions africaines, ainsi que des professionnels du monde culturel et médiatique, ont échangé autour des liens étroits entre musique populaire et trajectoires politiques du Sénégal.

Parmi les participants figuraient notamment Papa Aly Dièye (photographe et éditeur), Moussa Sy (enseignant en éducation musicale), Badara Seck (chanteur-compositeur), Amade Faye (professeur à la FLSH), Mademba Aas Ndiaye et Dr Moustapha Sène (journalistes), témoignant de la richesse et de la diversité des profils réunis autour de ce « banquet intellectuel ».

Le film documentaire *Orchestra Baobab. Une autre histoire du Sénégal*, réalisé par le franco-malien Toumani Sangaré, a servi de support principal à l'intervention. À travers ce document visuel et sonore, le conférencier a retracé, de 1960 à nos jours, les grandes étapes de l'histoire politique du Sénégal, mises en perspective avec l'itinéraire du mythique groupe Orchestra Baobab.

Pour Ibrahima Wane, « ce qui permet d'ancrer le Baobab dans l'histoire du Sénégal, c'est cette longévité qui fait que sa trajectoire épouse celle du

pays ». Le film revient ainsi sur la naissance du groupe au début des années 1970, dans le sillage du Star Band de Dakar fondé par Ibra Kassé, et sur les moments charnières qui ont jalonné son évolution jusqu'aux années 2020.



S'adressant à un auditoire majoritairement composé de jeunes – étudiants et acteurs culturels –, le conférencier est longuement revenu sur la signification des « emblèmes de la nation » dans l'imaginaire collectif, tels que l'hymne national (1960) et l'hymne de la jeunesse des années 1970, qu'il qualifie de « reconstructions du patrimoine immatériel sénégalais ». Il a également insisté sur la période des années 1970-1980, considérée comme celle du « tout culturel », marquée par l'engagement conjoint de figures politiques et artistiques majeures dans le rayonnement culturel du pays.

Parmi les personnalités évoquées figurent notamment Léopold Sédar Senghor, Oumar Ndiaye Barraud, Papa Samba Diop dit Mba, Ibra Kassé, Adrien Senghor, Abdoulaye Mboup et Youssou Ndour. Les échanges avec le public ont enfin porté sur les ruptures observées à partir des années 1980, notamment avec l'avènement du régime qualifié de « technocratique » du Président Abdou Diouf, ainsi que sur le recul constaté dans la gestion et la valorisation des archives nationales.

À l'issue de cette rencontre, le Laboratoire de Littératures et Civilisations africaines a annoncé la tenue, en 2026, d'une nouvelle conférence animée par une autre personnalité scientifique, dont les travaux portent sur les littératures et civilisations africaines, poursuivant ainsi sa mission de diffusion et de valorisation des savoirs.

Dr Ibrahima FAYE

LATEU

Améliorer la surveillance des eaux du Sénégal avec le projet SENEWAT: un projet de recherche au service de la santé, de l'environnement et du développement durable

Les ressources en eau du Sénégal subissent une pression de plus en plus forte. Une gestion durable et efficace de ces ressources nécessite que les décisions publiques reposent sur des données scientifiques probantes. C'est dans ce contexte qu'un projet de recherche est mis en œuvre par le Laboratoire de traitement des eaux usées (LATEU) de l'Institut Fondamental d'Afrique Noire Cheikh Anta Diop, en partenariat avec le Luxembourg Institute for Science and Technology (LIST), l'École supérieure polytechnique de l'UCAD, LSC Environmental Engineering, l'Office des Lacs et des Cours d'eau (OLAC) et la Direction de la Gestion et de la Planification des Ressources en Eaux (DGPPE). Financé par LUXAID pour la période 2024–2028, ce projet ambitionne de renouveler en profondeur les approches de surveillance de la pollution du fleuve Sénégal et du lac de Guiers.

Le fleuve Sénégal et le lac de Guiers constituent des plans d'eau stratégiques jouant un rôle essentiel dans l'alimentation en eau potable, l'agriculture, l'élevage et d'autres activités économiques. À ce titre, ils représentent un enjeu majeur de sécurité nationale. Pourtant, malgré les efforts consentis par l'État, les dispositifs actuels d'évaluation de la qualité de l'eau

ne permettent pas toujours de détecter l'ensemble des contaminants d'intérêt, notamment les polluants et micropolluants dits « émergents », en raison de limites liées aux équipements scientifiques disponibles et aux capacités analytiques.

La mise en œuvre du projet repose sur l'hypothèse selon laquelle une protection efficace des ressources en eau requiert une connaissance plus fine et plus exhaustive de leur niveau réel de contamination. Pour y répondre, le projet combine des approches innovantes en chimie analytique, en écotoxicologie et en technologies de capteurs, afin d'évaluer non seulement la présence des polluants, mais également leurs impacts biologiques sur les écosystèmes aquatiques.

Au cœur de cette ambition se trouvent un plateau technique renforcé et un partenariat dynamique pour relever les défis. Le projet réalise une analyse avancée des contaminants ciblés, réalise des tests écotoxicologiques standardisés, et va déployer des capteurs de surveillance in situ et à distance. Ces dispositifs permettront un suivi continu de paramètres clés de la qualité de l'eau et une capacité accrue de détection des contaminations.



Photo : Le Spectromètre d'Émission Optique par Plasma à Couplage Inductif (ICP-OES) du LATEU, un équipement essentiel pour l'analyse des métaux lourds dans l'environnement.

Le projet contribue également au renforcement des capacités humaines et scientifiques. Un doctorant a déjà été recruté et des étudiants en Master sont activement impliqués dans sa mise en œuvre. Ils bénéficient d'une formation pratique couvrant l'ensemble des techniques mobilisées, depuis l'analyse chimique des contaminants jusqu'aux bioessais écotoxicologiques, en passant par l'utilisation de capteurs de surveillance de la qualité

de l'eau. Cette dynamique de transfert de compétences vise à renforcer durablement l'autonomie scientifique nationale dans les domaines de l'eau et de l'environnement.

À terme, les résultats attendus permettront de combler un déficit critique de données sur l'état réel de pollution du fleuve Sénégal et du lac de Guiers, d'établir des liens entre les niveaux de contamination observés et leurs effets écotoxicologiques, et d'éclairer la prise de décision publique grâce à des données scientifiques robustes et fiables.

Par son approche intégrée et pluridisciplinaire, ce projet contribuera, directement ou indirectement, à la

réalisation de plusieurs Objectifs de développement durable (ODD), notamment ceux relatifs à l'accès à l'eau et à l'assainissement, à la santé, à l'éducation,

à la réduction des inégalités et à la lutte contre les changements climatiques.

LATEU

Un renfort stratégique contre la résistance aux antimicrobiens : le Fleming Fund, à travers la FAO, renforce le Laboratoire de Traitement des Eaux Usées de l'IFAN

Le Laboratoire de Traitement des Eaux Usées (LATEU) de l'IFAN Cheikh Anta Diop a bénéficié d'un appui significatif en équipements et en réactifs de la part de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), dans le cadre d'un financement du Fleming Fund, afin de renforcer les activités de surveillance de la résistance aux antimicrobiens (RAM). Ce soutien vient consolider le rôle du laboratoire en tant que plateforme technique de référence, capable d'appuyer les politiques de santé publique et de protection de l'environnement.

La résistance aux antimicrobiens (RAM), qui désigne la capacité des micro-organismes — bactéries, virus, champignons et parasites — à résister aux effets des médicaments antimicrobiens tels que les antibiotiques, les antifongiques ou les antiviraux, rendant ainsi les traitements moins efficaces, voire inefficaces, constitue aujourd'hui l'une des principales menaces sanitaires mondiales.

Au-delà du champ strictement clinique, l'environnement — en particulier les eaux usées, les eaux de ruissellement et les boues de vidange — joue un rôle majeur dans la dissémination des gènes de résistance. La surveillance environnementale apparaît ainsi comme un complément indispensable à la surveillance clinique, en permettant une détection précoce des tendances émergentes et une meilleure compréhension des sources de contamination.

Grâce à l'appui du Fleming Fund et de la FAO, le LATEU dispose désormais de moyens renforcés pour conduire des analyses microbiologiques fiables, standardisées et durables. Le plateau technique mis en place améliore la capacité d'identification des bactéries porteuses de gènes de résistance,

l'évaluation de leur sensibilité à un panel d'antibiotiques prioritaires, ainsi que la traçabilité des résultats et la rapidité des analyses, au service d'une prise de décision fondée sur des données probantes.

Cette collaboration s'inscrit pleinement dans l'approche « **One Health** », qui reconnaît l'interconnexion entre santé humaine, santé animale et santé environnementale, sous la coordination du Haut Conseil National pour la Sécurité Sanitaire. En soutenant la composante environnementale de la surveillance de la RAM, le Fleming Fund et la FAO contribuent à une vision intégrée visant à renforcer durablement la capacité nationale de détection, de prévention et de limitation de la propagation des résistances.



Photo : Lot d'équipements et de réactifs remis par la FAO

Au-delà de l'équipement, l'enjeu est désormais d'inscrire ces acquis dans la durée, à travers la maintenance des infrastructures, l'approvisionnement en consommables, la formation continue et l'intégration aux systèmes nationaux de surveillance. Le LATEU se positionne ainsi comme un acteur clé de cette dynamique, au service de la santé publique et de l'environnement.

Laboratoire de linguistique

SENTERMINO : une initiative du Laboratoire de linguistique de l'IFAN au service des langues nationales et du numérique

Le Laboratoire de linguistique de l'Institut Fondamental d'Afrique Noire Cheikh Anta Diop (IFAN-UCAD), en partenariat avec l'École Supérieure Polytechnique (ESP), conduit le projet SENTERMINO – Banque de Données Terminologiques et de Traductique, avec le soutien de l'UNESCO et de l'IFEFOIF. Cette initiative s'inscrit pleinement dans les missions de recherche, de production scientifique et de valorisation des langues nationales portées par l'IFAN.

Face aux enjeux d'inclusion éducative, de souveraineté linguistique et de transformation numérique, SENTERMINO vise à doter les langues nationales du Sénégal d'une infrastructure scientifique et numérique capable de soutenir l'enseignement bilingue, la recherche, la traduction spécialisée et le développement de solutions numériques, notamment en lien avec l'intelligence artificielle.

Produire et structurer le savoir dans les langues nationales

Le développement durable et inclusif d'un pays repose aussi sur sa capacité à produire, maîtriser et transmettre le savoir dans ses propres langues. Or, au Sénégal, l'accès aux connaissances scientifiques et techniques reste largement conditionné par l'usage du français, langue seconde pour la majorité de la population. Les langues nationales disposent pourtant de ressources terminologiques riches, mais encore dispersées, peu harmonisées et insuffisamment visibles, en particulier dans les domaines scientifiques.

À travers SENTERMINO, le Laboratoire de linguistique de l'IFAN ambitionne de structurer, harmoniser et valider cette production terminologique, afin de la mettre à la disposition des enseignants, chercheurs, traducteurs, administrations, entreprises et communautés.

Une plateforme scientifique et numérique en cours de déploiement

Le projet s'appuie sur une plateforme numérique composée de deux interfaces complémentaires :

- une interface de production terminologique, destinée aux équipes de recherche (linguistes, terminologues, enseignants, experts sectoriels) ;
- une interface de diffusion grand public, accessible en ligne, permettant la

consultation et l'appropriation des termes validés.

Une équipe pluridisciplinaire, réunissant des chercheurs de l'IFAN, de l'ESP, de l'UGB et des spécialistes des langues nationales, travaille déjà à la production et à la validation d'un premier corpus d'environ 2 000 termes en wolof, pulaar et sérère, dans des domaines prioritaires tels que : langue et communication, mathématiques, physique, chimie, sciences de la vie et de la Terre, et technologies de l'information et de la communication.

Un outil stratégique pour l'éducation, la recherche et l'innovation

Au-delà de la terminologie, SENTERMINO se positionne comme un outil stratégique au service des politiques éducatives et numériques du Sénégal. Les ressources produites alimentent :

- l'enseignement bilingue et la production de supports pédagogiques en langues nationales ;
- la traduction et la traductique ;
- la constitution de corpus multilingues pour l'intelligence artificielle ;
- le développement de voicebots multilingues, facilitant l'accès à l'information pour les populations peu ou non alphabétisées.

Le projet s'inscrit ainsi dans la continuité des réformes éducatives en cours, notamment le Modèle Harmonisé de l'Enseignement Bilingue au Sénégal (MOHEBS), et dans la vision du New Deal Technologique (Sénégal 2050), en contribuant à la souveraineté numérique, à l'inclusion sociale et à l'ancrage culturel des technologies.

Une dynamique de recherche et de valorisation en construction

Depuis son lancement, SENTERMINO fait l'objet d'actions de valorisation scientifique et institutionnelle, à travers des présentations publiques, des communications médiatiques et des échanges avec les autorités, les partenaires techniques et financiers et les acteurs de l'éducation. Cette dynamique témoigne de l'engagement du Laboratoire de linguistique de l'IFAN à inscrire la recherche linguistique au cœur des enjeux contemporains du développement, de la science et du numérique.

À terme, SENTERMINO ambitionne de devenir une référence nationale et régionale en matière de terminologie multilingue, contribuant à un Sénégal

plus inclusif, scientifiquement outillé et pleinement acteur de l'innovation linguistique et numérique en Afrique.

Pr. Adjaratou O. Sall

Laboratoire d'islamologie

Approches pluridisciplinaires des manuscrits islamiques : l'IFAN abrite un atelier doctoral international

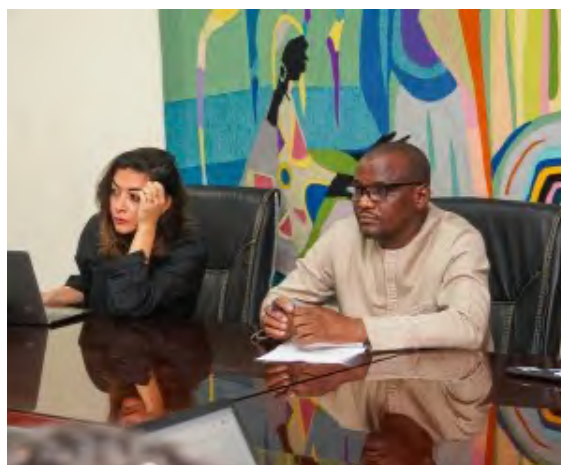
L'IFAN a abrité du 15 au 18 décembre un atelier de formation doctoral « Écrire les savoirs islamiques en Afrique de l'Ouest à l'époque moderne : approche pluridisciplinaire des manuscrits de l'IFAN ». Co-organisé par le Centre Jacques Berque, l'INALCO et l'Université internationale de Rabat, cet atelier a vu la participation d'une quinzaine de doctorants sénégalais, marocains et français.

Consacré à l'étude et à la valorisation de ses riches collections de manuscrits de l'IFAN, cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'un programme de recherche lancé en octobre 2023 et distingué en 2024 par le programme d'excellence de l'IFI.

Intitulé « Penser l'islam depuis le Sénégal, la France et le Maroc. Approches comparatistes et pluridisciplinaires », ce projet vise à mieux

comprendre les expériences musulmanes dans ces trois contextes, en croisant les regards de chercheurs issus de disciplines variées. Les participants s'interrogent notamment sur les langues, les références bibliographiques, les outils méthodologiques et les démarches épistémologiques mobilisés pour analyser les pratiques et les débats autour de l'islam, hier comme aujourd'hui.

Au cœur des discussions : les grands thèmes qui structurent les études islamiques en France, au Maroc et au Sénégal, ainsi que l'état actuel des recherches et des enjeux dans ces pays. Le programme se situe à la croisée des études islamiques « classiques » – doctrinales, juridiques, philologiques et mystiques – et des sciences humaines et sociales appliquées aux corpus et aux pratiques musulmanes.



Musée Théodore Monod

Le Musée Théodore Monod de l'IFAN célèbre l'héritage musical à travers la kora de Soundioulou Sissokho

La kora emblématique de Soundioulou Sissokho, légende de la musique sénégalaise, a officiellement rejoint les collections du Musée Théodore Monod de l'IFAN.

La cérémonie de donation de cet instrument s'est tenue au mois de juillet, dans une atmosphère empreinte de solennité et d'émotion. L'événement a réuni la veuve de l'artiste, Madame Ma Hawa Kouyaté, ainsi que plusieurs personnalités diplomatiques et culturelles venues témoigner de leur attachement à cet héritage.

L'architecte Pierre Goudiaby Atépa a souligné la portée exceptionnelle de ce geste, le qualifiant d'« extrêmement important » en raison de son fort pouvoir symbolique et historique.

Un instrument, une mémoire vivante

Soundioulou Sissokho, célèbre joueur de kora et ancien pensionnaire du Théâtre national Daniel Sorano, a marqué l'histoire culturelle du Sénégal avant son décès en 1994. Surnommé le « Roi de la kora » par l'ancien président guinéen Ahmed Sékou Touré, son instrument est bien plus qu'un simple objet : il est porteur d'une histoire, d'une mémoire et d'une tradition musicale ancestrale. Traditionnellement joué dans les cours royales, il a accompagné Soundioulou Sissokho dans ses tournées à travers le monde.

Avec cette kora, l'artiste s'est produit dans de nombreux pays, accompagnant notamment le Président Léopold Sédar Senghor lors de plusieurs déplacements officiels. Soundioulou Sissokho a



également eu l'honneur de se produire au Palais de la République, ponctuant les réceptions présidentielles de ses rythmes et de récits empreints de poésie. Comme le souligne Pierre Goudiaby Atépa, il a ainsi permis à cet instrument africain de « parcourir le monde et de faire partie de la culture universelle ».

Le Musée Théodore Monod développe des programmes dédiés à la vulgarisation et à la transmission des connaissances relatives aux instruments de musique traditionnels. Le conservateur du musée, El Hadji Malick Ndiaye, a rappelé que « cette kora porte en elle une mémoire ». L'accueillir au musée constitue une manière de perpétuer cette histoire et d'inscrire durablement le nom de Soundioulou Sissokho dans le patrimoine culturel sénégalais.

À noter que le Musée Théodore Monod de l'IFAN conserve également le tambour de Doudou Ndiaye Coumba Rose, virtuose des percussions, classé Trésor humain vivant par l'UNESCO en 2006.

Ndeye Aida Dia



Département des Sciences humaines de l'IFAN

Recherche et analyse des sociétés africaines

Réunissant une vingtaine de chercheurs, le Département des Sciences humaines de l'IFAN constitue un pôle majeur de production de savoirs consacré à l'étude des sociétés africaines. Inscrits dans une longue tradition de recherche, les travaux menés couvrent un large champ chronologique et disciplinaire, allant de la préhistoire à l'histoire contemporaine, en intégrant la géographie, les sciences sociales ainsi que l'analyse des transformations économiques et environnementales. Par une approche pluridisciplinaire, ces recherches contribuent à éclairer les enjeux contemporains tout

en participant à la préservation et à la transmission de la mémoire collective. Elles s'articulent autour de la recherche scientifique, de la publication, de la formation et de la valorisation du patrimoine, offrant ainsi des clés de compréhension des mutations en cours au Sénégal, en Afrique et dans le monde.

À travers cette diversité de travaux et de perspectives, le Département des Sciences humaines de l'IFAN s'affirme comme un acteur institutionnel de référence dans l'analyse des dynamiques sociales et historiques, au service de la connaissance et du débat scientifique.

Le Laboratoire d'Archéologie de l'IFAN

Pilier de la recherche sur le patrimoine Ouest-africain

Fondé entre 1936 et 1938 à l'initiative de Théodore Monod, premier directeur de l'IFAN, le Laboratoire de Préhistoire-Protohistoire conduit des recherches archéologiques sur l'ensemble du territoire sénégalais et au-delà. Il assure des missions de prospection, de fouille, d'étude, de conservation et de valorisation des vestiges archéologiques, et conserve d'importantes collections archéologiques et bioarchéologiques, ainsi qu'un fonds documentaire et archivistique conséquent. Ces ressources en font un lieu de référence pour les étudiants et les chercheurs au Sénégal et dans la sous-région.

Engagé depuis les années 1970 dans des programmes d'inventaires et de fouilles, le laboratoire joue un rôle central dans la compréhension du passé sénégalais, du Paléolithique aux périodes historiques. Des recherches d'envergure internationale sont menées sur des sites majeurs inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO, notamment les sites mégalithiques de Sine Ngayène et de Wanar. Selon le Pr Matar Ndiaye, archéologue et chef du Département des Sciences humaines de l'IFAN, ces travaux reposent sur une analyse fine des archives sédimentaires et des données chrono-culturelles, ayant conduit à des résultats scientifiques solides, publiés dans des revues internationales. Ces recherches ont permis de faire remonter l'ancienneté du peuplement du Sénégal à environ 350 000 ans avant notre ère, dans le cadre d'un projet international co-dirigé par le Pr Matar Ndiaye en partenariat avec l'Université de Genève (Suisse). Toujours selon ce dernier, une monographie récemment primée a permis de retracer les dynamiques sépulcrales, commémoratives et

architecturales des sites mégalithiques de la Sénégambie, dans le cadre du projet SEPSSEN.

Le laboratoire développe également des axes de recherche innovants, avec une attention particulière portée à l'archéologie sous-marine, comme le souligne le Dr Demba Kébé, chercheur au laboratoire. Des travaux de rétro-fouille sont par ailleurs menés dans le Ferlo et dans les îles Bliss en Basse-Casamance, où des sites protohistoriques, notamment des amas coquilliers, ont été mis au jour, témoignant de l'ingéniosité des premières communautés côtières du Sénégal. Plusieurs centaines de datations radiocarbone sont en cours afin de documenter l'histoire et les modes d'occupation de ces espaces.

Le laboratoire collabore avec plusieurs institutions nationales, dont le Département d'Histoire de l'UCAD, le Musée des Civilisations Noires et l'Unité de recherche en ingénierie culturelle et en anthropologie, et entretient des partenariats avec des institutions internationales de premier plan, notamment les universités de Genève, Rennes et Cambridge, ainsi que le Muséum national d'Histoire naturelle de Paris. À ce titre, il est impliqué dans le projet MAESAM (*Mapping Africa's Endangered Archaeological Sites and Monuments*), dirigé par le Pr Ibrahima Thiaw, consacré à la cartographie et à la préservation des sites archéologiques en Afrique de l'Ouest.

Au-delà de la recherche, le laboratoire s'investit dans la transmission des savoirs à travers des expositions itinérantes, telles que celle du Bélédougou, dirigée par le Pr Ibrahima Thiaw au Sénégal oriental, qui a mis en lumière les savoirs métallurgiques des anciens

ingénieurs du Bélédougou ancien (VII^e–XX^e siècle apr. J.-C.).

Le laboratoire compte actuellement quatre chercheurs permanents et deux techniciens. L'équipe fait toutefois face à des défis structurels, notamment en matière de stockage des collections et d'équipements numériques, indispensables à la conservation, à la numérisation et à la valorisation des données, pour lesquels des solutions sont en cours de réflexion, notamment le renforcement des infrastructures de stockage, la modernisation des équipements numériques, la formation de personnel qualifié et l'élaboration de protocoles de collaboration visant à assurer la conservation, la valorisation et l'accessibilité des collections.



Laboratoire d'Histoire : Une tradition de recherche au service de l'Afrique

Créé en 1952, le Laboratoire d'Histoire est l'un des laboratoires historiques de l'Institut Fondamental d'Afrique Noire (IFAN) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Entre 1936, date de création de l'IFAN, et 1951, il fonctionnait comme une entité rattachée à la Section des Archives et Bibliothèques de l'institution, alors dénommée *Institut français d'Afrique Noire*. Sa création officielle intervient dans un contexte marqué par un besoin accru de connaissance du passé des sociétés africaines et par les dynamiques d'autodétermination des pays du « Tiers-Monde », dans un environnement intellectuel et politique profondément décolonial.

À ses débuts, les activités du Laboratoire d'Histoire étaient principalement orientées vers la recherche fondamentale, avec pour objectif de produire des connaissances susceptibles d'éclairer les décisions administratives de l'époque coloniale. Cette phase a été marquée par une forte production scientifique centrée sur l'ethnologie et l'ethnographie. À partir de 1986, lorsque l'IFAN devient l'IFAN Cheikh Anta Diop, les orientations scientifiques du laboratoire connaissent des réajustements significatifs, intégrant une dimension accrue de recherche-développement et de recherche-action. Il s'agissait alors de mobiliser l'histoire comme outil de compréhension et d'accompagnement des dynamiques socio-économiques des sociétés africaines contemporaines. À travers plusieurs générations, l'étude et la connaissance des sociétés africaines est demeurée au cœur des problématiques du Laboratoire d'Histoire. Celui-ci a accueilli et vu travailler de nombreuses figures majeures de l'historiographie africaine, parmi lesquelles les professeurs Abdoulaye Ly, Cheikh Anta Diop, Joseph Ki-Zerbo, Sékéné Mody Cissokho, Boubacar Barry, Omar Kane, Abdoulaye

Bathily, Nize Isabelle de Moraes, El Hadji Seydou Nourou Touré, Abdoulaye Touré, Rokaya Fall et Ismaila Cissé, dont les travaux ont contribué de manière décisive à la connaissance de l'histoire africaine.

Aujourd'hui, le Laboratoire d'Histoire est spécialisé dans l'histoire sociale, culturelle, économique et politique, l'histoire de l'art et du patrimoine, l'histoire des relations internationales et la géopolitique depuis l'Afrique, ainsi que l'histoire de la santé.

Les activités scientifiques du laboratoire s'organisent autour de plusieurs axes structurants. Le premier axe porte sur l'histoire sociale, culturelle, économique et politique depuis l'Afrique, avec des thématiques telles que les migrations et mobilités, les sociétés rurales de la Sénégambie, les patrimoines matériels et immatériels, les savoirs coloniaux et postcoloniaux, ainsi que les dynamiques d'intégration et de diversité. Un deuxième axe est consacré à l'histoire des relations internationales et à la géopolitique, avec un intérêt particulier pour les réseaux cléricaux musulmans transnationaux, la circulation des savoirs religieux et les héritages confrériques en Afrique de l'Ouest. Un troisième axe est dédié à l'histoire de l'art et des patrimoines africains, incluant les musées, l'art africain et les études postcoloniales. Un quatrième axe, en cours de structuration, porte sur l'histoire de la santé depuis l'Afrique.

Ces axes se déclinent en programmes de recherche internes et externes. Les programmes internes (2025-2027) visent notamment à renforcer la visibilité scientifique du laboratoire, à structurer un séminaire mensuel intitulé *Afrique, histoire et mutations*, à accompagner les jeunes chercheurs dans la

documentation et l'écriture historique, et à développer des dynamiques d'accueil et de collaboration scientifique. Les programmes externes (2027-2030) s'inscrivent dans des partenariats avec des institutions nationales et internationales, autour de thématiques telles que l'endogénéisation de l'enseignement de l'histoire, la valorisation du patrimoine muséal, les migrations, les liens entre histoire et école, les héritages confrériques ou encore l'histoire de la santé.

Par son ancrage historique, la diversité de ses axes de recherche et son ouverture aux enjeux contemporains, le Laboratoire d'Histoire de l'IFAN Ch. A. Diop s'affirme comme un espace central de production et de transmission des savoirs historiques, au service de la compréhension des sociétés africaines et de leur devenir.

Laboratoire de Géographie de l'IFAN : un témoin vivant des mutations du Sénégal

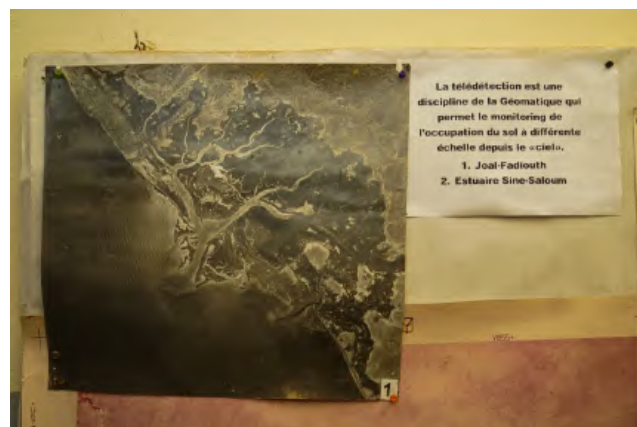
Depuis sa création en 1938, le laboratoire de Géographie de l'Institut Fondamental d'Afrique Noire (IFAN) s'est imposé comme un acteur incontournable dans la connaissance du territoire sénégalais, tant à l'époque coloniale qu'après l'indépendance. Anciennement Département, il a accueilli de grands chercheurs qui ont marqué l'histoire de la géographie au Sénégal. Ces pionniers ont laissé un héritage précieux : un outillage technique et méthodologique toujours pertinent pour les recherches contemporaines.

Aujourd'hui, le laboratoire se compose de quatre chercheurs et d'un technicien supérieur, formant un équilibre harmonieux entre l'expérience des anciens et le dynamisme de la jeunesse, en phase avec les évolutions rapides du monde contemporain.

Les missions du laboratoire s'articulent autour de trois axes principaux : la recherche, l'encadrement et la formation. Les travaux scientifiques couvrent des thématiques variées et stratégiques, telles que :

- l'environnement,
- les espaces et risques,
- la géomatique et la dynamique de l'espace,
- la gestion des ressources naturelles,
- les migrations et mobilités.

Il est actuellement animé par une équipe composée du Pr Daha Chérif Bâ, chef du Laboratoire, du Pr El Hadji Malick Ndiaye, du Dr Saliou Dit Baba Diallo et du Dr Amadou Dramé .



Grâce à ces champs de recherche, le laboratoire se positionne au cœur des débats actuels, abordant des problématiques locales et globales avec une approche transdisciplinaire. Les études développées croisent géographie physique et géographie humaine, et s'ouvrent à d'autres disciplines comme l'histoire, l'archéologie ou les sciences naturelles. Cette ouverture permet au laboratoire de proposer des analyses innovantes et de répondre aux enjeux contemporains du Sénégal et de la planète.

Le laboratoire de Géographie de l'IFAN reste ainsi un lieu où mémoire et modernité se rencontrent, où la rigueur scientifique dialogue avec la créativité, et où la géographie, au-delà des cartes, devient un outil pour comprendre et accompagner les transformations du monde.

Unité de Recherche en Ingénierie culturelle et en Anthropologie (URICA)

Penser et accompagner les mutations culturelles africaines

L'Unité de Recherche en Ingénierie culturelle et en Anthropologie (URICA) est une structure de recherche de l'Institut Fondamental d'Afrique Noire (IFAN) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Elle se consacre à l'étude, à l'analyse et à la valorisation des dynamiques culturelles, sociales et anthropologiques des sociétés africaines, dans une perspective à la fois scientifique, appliquée et opérationnelle.

L'URICA s'inscrit dans une approche interdisciplinaire qui croise l'anthropologie, les sciences sociales, les études culturelles, le patrimoine, ainsi que les outils de l'ingénierie culturelle. Elle s'intéresse particulièrement aux processus de production, de transmission et de transformation des savoirs, des pratiques culturelles et des patrimoines matériels et immatériels, en lien avec les enjeux contemporains de développement, de gouvernance culturelle et de durabilité.

Les travaux menés au sein de l'unité portent notamment sur la valorisation du patrimoine culturel, les politiques culturelles, les industries culturelles et créatives, les savoirs endogènes, les dynamiques

communautaires, ainsi que les rapports entre culture, territoire et développement. L'URICA accorde une attention particulière à la traduction des résultats de la recherche en outils opérationnels, susceptibles d'éclairer l'action publique, les projets culturels et les initiatives communautaires.

En tant qu'unité de recherche appliquée, l'URICA développe des partenariats avec des institutions nationales et internationales, des collectivités territoriales, des musées, des acteurs culturels et des organisations de la société civile. Elle contribue également à la formation et à l'encadrement de jeunes chercheurs, tout en participant à la diffusion des savoirs à travers des publications scientifiques, des expertises, des ateliers et des actions de médiation culturelle.

Par son positionnement à l'interface entre recherche académique et ingénierie culturelle, l'URICA constitue un espace stratégique de réflexion et d'innovation au service de la connaissance, de la préservation et de la valorisation des cultures africaines.

LARTES IFAN, au cœur des transformations socio-économiques africaines

Le Laboratoire de Recherche sur les Transformations Économiques et Sociales (LARTES-IFAN) est l'une des quatre entités du Département des Sciences humaines de l'Institut Fondamental d'Afrique Noire (IFAN), à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Dirigé par Pre Rokhaya Cissé, le LARTES-IFAN poursuit une mission ambitieuse : comprendre, analyser et accompagner les mutations sociales et économiques du continent africain.

Créé officiellement en 2012 par feu le Pr Abdou Salam Fall et rattaché à l'École doctorale *Études de l'Homme et de la Société* (ETHOS), le LARTES-IFAN est aujourd'hui un acteur majeur de la recherche fondamentale et appliquée en sciences sociales. Coordonnateur de la formation doctorale en Sciences sociales appliquées au développement dans le cadre de la réforme LMD, le laboratoire offre aux étudiants un cadre académique à la fois rigoureux et professionnalisant.

Au-delà de sa mission de formation et d'encadrement des étudiants, le laboratoire se fixe pour objectif de produire des données fiables sur les dynamiques socio-économiques, démographiques et environnementales, tout en accompagnant les

décideurs publics et les acteurs de la société civile dans la prise de décisions éclairées. Grâce à une approche résolument interdisciplinaire, le LARTES-IFAN mobilise des méthodes quantitatives et qualitatives, des analyses longitudinales, des dispositifs de suivi-évaluation et des outils de prospective afin d'appréhender la complexité des processus de développement.

Les axes de recherche abordés sont variés et stratégiques. Ils couvrent un large spectre de thématiques, notamment l'éducation, la santé, l'alimentation et la nutrition, la gouvernance, l'entrepreneuriat, la protection sociale, l'économie sociale et solidaire, ainsi que les impacts de la COVID-19. Parmi les programmes phares, on peut citer les domaines suivants :

- éducation : le Baromètre citoyen sur la qualité des apprentissages au Sénégal (*Jàngandoo*), le Programme de remédiation à l'élémentaire (PRE) et le programme Accès équitable à la formation professionnelle (ACEFOP).
- genre et éducation : la promotion de l'équité et du succès scolaire des filles en Afrique, ainsi que des projets de renforcement des initiatives en faveur des femmes enseignantes.
- santé

et nutrition : des programmes portant sur l'amélioration de la santé reproductive des adolescents, le traitement intégré de la sous-nutrition aiguë et la prospective alimentaire à l'horizon 2035 au Sénégal.

- impacts de la COVID-19 : des études sur l'acceptabilité des vaccins et les effets de la pandémie sur les femmes rurales, les PME et les familles sénégalaises.

L'équipe du LARTES-IFAN est internationale et pluridisciplinaire. Elle regroupe des sociologues, anthropologues, démographes, économistes, statisticiens et informaticiens, issus du Sénégal et d'autres pays d'Afrique, mais aussi d'Europe et d'Amérique. Les chercheurs assurent l'encadrement

d'une quinzaine de doctorants et d'une dizaine d'étudiants de Master, tout en dispensant des enseignements spécialisés en lien avec les besoins du développement et de la recherche appliquée.

Au-delà de la production scientifique (articles, ouvrages, documents de vulgarisation), les recherches du LARTES-IFAN constituent un appui direct à la décision publique et à l'action des organisations de développement. En anticipant les transformations économiques et sociales, le laboratoire contribue à l'élaboration de politiques publiques plus efficaces et adaptées aux réalités africaines, tout en accompagnant les dynamiques de changement social.

À la découverte du Laboratoire d'Études Sociales (LABES) de l'IFAN

Comprendre les mutations de l'Afrique contemporaine

Face aux défis sociaux, environnementaux et politiques auxquels le continent africain est confronté, le Laboratoire d'Études Sociales (LABES) de l'IFAN Cheikh Anta Diop a été créé afin de structurer et d'approfondir la recherche sociale en Afrique. Depuis sa création, le laboratoire s'est affirmé comme un espace de réflexion interdisciplinaire, articulant analyses académiques, enquêtes de terrain et élaboration de recommandations stratégiques.

Une recherche en phase avec les réalités contemporaines

Initialement centré sur les migrations et l'environnement, le LABES a progressivement élargi ses champs d'investigation pour intégrer l'étude de la gouvernance numérique, des crises multidimensionnelles, ainsi que des dynamiques religieuses, politiques et sécuritaires en Afrique de l'Ouest.

Une organisation en pôles de recherche

Le laboratoire est aujourd'hui structuré autour de trois pôles complémentaires :

- POEME-IFAN (*Pôle d'Observation et d'Étude sur la Migration et l'Environnement*), créé par le Pr Mouhamed Abdallah Ly. Ce pôle mobilise la sociologie, l'anthropologie, la géographie et les sciences du langage pour analyser les phénomènes migratoires et environnementaux à

travers les discours, les pratiques sociales et les littératures orales de l'espace ouest-africain.

- REPOSE-IFAN (*Religion, Politique et Sécurité*), dirigé par Mamadou Bodian. Ce pôle analyse les dynamiques religieuses, politiques et sécuritaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest, en s'appuyant sur des méthodologies mixtes, quantitatives et qualitatives.
- REACT (*Recherches sur les Crises, les Transformations et le Numérique*). Ce pôle étudie les crises multidimensionnelles et leurs impacts sur les sociétés, tout en explorant les transformations numériques et leur influence sur la gouvernance et les interactions sociales.

Missions et objectifs

Le LABES a pour mission de produire des connaissances approfondies sur les transformations sociales africaines, à partir d'une approche interdisciplinaire ancrée dans les réalités locales. Ses objectifs principaux sont de :

- promouvoir une recherche scientifique rigoureuse sur les mutations contemporaines ;
- fournir des analyses et des recommandations stratégiques aux décideurs publics et aux acteurs du développement ;

- encourager l'intégration des technologies numériques et des humanités digitales dans la recherche en sciences sociales.

Le laboratoire a déjà organisé plusieurs séminaires et conférences scientifiques consacrés, entre autres, aux

migrations, à la religion, à la laïcité et aux enjeux sécuritaires. Il poursuit activement sa contribution aux débats académiques et publics sur les grandes questions sociopolitiques de l'Afrique contemporaine.

Profil du chef de département

Matar Ndiaye est spécialiste de la préhistoire et des sciences du patrimoine culturel. Originaire de Touba, il y a reçu l'essentiel de sa formation religieuse. Il est titulaire d'un doctorat en préhistoire et sciences du patrimoine culturel, délivré conjointement par l'Université de Ferrara et l'Institut de Paléontologie Humaine de Paris, après l'obtention d'un master international financé par une bourse Erasmus Mundus.

À son retour au Sénégal, il intègre l'Institut Fondamental d'Afrique Noire (IFAN) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, au sein du

Laboratoire de Préhistoire et de Protohistoire. Il y occupe successivement les fonctions de chercheur associé, de chargé de recherche, puis de directeur de recherche assimilé. Ses travaux portent principalement sur les dynamiques culturelles anciennes, les pratiques patrimoniales africaines et les enjeux de valorisation scientifique du passé.

Il exerce actuellement les fonctions de Chef du Département des Sciences humaines de l'IFAN et de Rédacteur en chef de la revue scientifique *BIFAN – Série B*.



Pr Abdoulaye Bathily : parcours d'un militant engagé

En février 2025, l'université Cheikh Anta Diop de Dakar a accueilli un colloque international pour saluer la contribution remarquable des professeurs Abdoulaye Bathily et Boubacar Barry à la compréhension des dynamiques autour du fleuve Sénégal. Historien, homme d'État et diplomate, le professeur Bathily incarne depuis près d'un demi-siècle une figure majeure de la pensée et de l'action au Sénégal. Du Prytanée militaire aux tribunes des Nations Unies, en passant par son rôle d'envoyé spécial du président de la République, son parcours singulier témoigne d'un engagement constant en faveur de l'histoire, de la démocratie et de la souveraineté des peuples. Il demeure l'un des grands témoins et artisans de l'histoire contemporaine du Sénégal et de l'Afrique de l'Ouest.

Un médiateur inscrit dans l'histoire

Figure reconnue du dialogue et de la médiation, le professeur Abdoulaye Bathily a été nommé envoyé spécial du [résident de la République, Bassirou Diomaye Faye, avec pour mission de rapprocher les positions entre la CEDEAO et l'Alliance des États du Sahel. Ce rôle de médiateur semble s'inscrire dans une trajectoire personnelle et familiale profondément ancrée, telle que la suggère la tradition orale africaine. Selon cette mémoire, il suivrait les traces de son père, figure respectée pour sa sagesse, son sens de la conciliation et ses conseils avisés auprès du dernier « Tounka » (roi) de Tuabou, intronisé en 1936. Abdoulaye Bathily évoque lui-même cet héritage dans son ouvrage autobiographique *Passions de liberté* (2022).

Ce legs familial, fondé sur le dialogue et la pondération, semble avoir façonné très tôt son parcours. Son engagement en faveur de la paix et de la résolution des conflits traverse l'ensemble de sa carrière. En 2015, il préside le Forum de Bangui, étape déterminante du processus de paix en République centrafricaine. Il participe également à de nombreuses missions de médiation, officielles ou discrètes, du Mali à la Sierra Leone, en passant par Madagascar, la Guinée, le Niger ou encore le Liberia.

Engagement précoce et ancrage intellectuel à l'IFAN

Dès le Prytanée militaire, alors adolescent, il se distingue en conduisant un mouvement revendiquant de meilleures conditions de vie. Cette mobilisation lui vaut une exclusion en 1966, assortie d'une interdiction d'inscription dans tout établissement secondaire du pays. Loin de constituer un frein, cet épisode devient un tournant décisif.

La même année, il intègre l'IFAN (Institut Français d'Afrique Noire), où il rencontre le professeur Vincent Monteil, spécialiste d'islamologie. Disposant d'enregistrements à traduire et à annoter, ce dernier engage le jeune Bathily comme vacataire. En parallèle, celui-ci met ses compétences



d'interprète et de traducteur au service de nombreux chercheurs de passage à Dakar.

« L'initiation à la recherche historique et à la linguistique par les transcriptions et les traductions de textes oraux m'a beaucoup enrichi intellectuellement et moralement. Il faut ajouter à cela l'apport des relations que j'ai nouées avec des chercheurs, de toutes disciplines et de tous horizons, qui séjournèrent à l'IFAN pendant des périodes plus ou moins longues », confie-t-il dans *Passions de liberté* (2022 : 181-186).

De l'IFAN à l'université : formation et militantisme

Exemple de résilience et de détermination, Abdoulaye Bathily obtient son baccalauréat en candidat libre en juin 1967, avec la mention Bien. Ce diplôme lui ouvre les portes de son premier poste formel à l'IFAN, où il est recruté comme technicien de laboratoire au département d'Histoire, à la suite du départ de l'assistant d'Abdoulaye Ly, nommé ministre.

Parallèlement à ses fonctions à l'IFAN, Abdoulaye Bathily poursuit ses études à la Faculté des Lettres et Sciences humaines, où il obtient une licence en

histoire. Les événements de mai 1968 ravivent alors ses premiers engagements syndicaux et politiques, un moment fondateur qu'il relate dans son ouvrage *Mai 1968, la révolte universitaire et la démocratie* (2018).

À l'Université de Dakar, il est élu président de l'Union démocratique des étudiants sénégalais de 1968 à 1969, puis vice-président de l'Union des étudiants de Dakar de 1970 à 1971, tout en assurant la présidence du Mouvement démocratique de la jeunesse sénégalaise. Il se distingue par un militantisme actif en faveur des peuples soumis à la domination coloniale et aux régimes racistes, notamment à travers son engagement dans le mouvement étudiant international. Il participe également à l'Organisation de solidarité des peuples afro-asiatiques et s'investit dans plusieurs initiatives de soutien aux luttes d'émancipation.

En mars 1971, son engagement militant entraîne son exclusion de l'Université de Dakar. Dans la foulée, il est mobilisé pour effectuer son service militaire à Tambacounda, ce qui se traduit également par la perte de son poste à l'IFAN.

Exil académique et affirmation scientifique

Contraint de quitter le Sénégal, Abdoulaye Bathily s'installe en Angleterre en 1971, où il poursuit ses études supérieures. Il y soutient successivement un Master, puis une thèse de doctorat intitulée : *Impérialisme et expansion coloniale au Sénégal au XIXe siècle : développements économiques, sociaux et politiques du Royaume de Gajaaga (Galam)*, à l'Université de Birmingham en 1975.

À l'issue de sa thèse, il rentre au Sénégal dans un contexte marqué par une relative ouverture démocratique. Il est alors recruté comme assistant au département d'Histoire de la Faculté des Lettres et Sciences humaines, amorçant une nouvelle étape de sa carrière universitaire.

Abdoulaye Bathily a publié plusieurs articles dans les bulletins scientifiques de l'IFAN, portant notamment sur « *La conquête française du Haut-Fleuve Sénégal (1818–1887)* » (1972), « *Les traditions de Wagadu ou l'ancien Ghana* » (1975), ainsi que « *La pénétration de l'islam et les mouvements de résistance dans la Ségambie* » (1976).

Parallèlement à sa carrière d'enseignant-chercheur, Abdoulaye Bathily renforce son engagement

syndical et politique. Il figure parmi les membres fondateurs du Syndicat unique et démocratique des enseignants du Sénégal (SUDES), créé en avril 1976. Il soutient, en 1985, la première thèse d'État en histoire à l'Université de Dakar, intitulée : « *Guerriers, tributaires et marchands : le Gajaaga (ou Galam), le "Pays de l'or". Le développement et la régression d'une formation économique et sociale sénégalaise (VIIIe–XIXe siècle)* ».

« C'est effectivement la première thèse d'État en histoire qui a été soutenue à l'UCAD, car à l'époque la plupart des candidats soutenaient leurs travaux en France », précise-t-il dans l'entretien qu'il nous a accordé.

De l'engagement national aux responsabilités internationales

La carrière politique d'Abdoulaye Bathily s'amorce véritablement à son retour au Sénégal, dans le contexte du retrait progressif de Léopold Sédar Senghor du pouvoir. En 1984, il est élu Secrétaire général de la Ligue démocratique, un parti d'opposition qu'il contribue à structurer et à inscrire durablement dans le paysage politique sénégalais. Il entre au gouvernement en 1993, sous la présidence d'Abdou Diouf, successeur de Senghor, dans le cadre d'une majorité élargie.

De juin 1993 à mai 1998, Abdoulaye Bathily occupe le poste de ministre de l'Environnement et de la Protection de la nature. À la fin de l'année 1998, il s'engage activement dans la lutte pour la première alternance politique. À l'issue de celle-ci, il est nommé ministre de l'Énergie et de l'Hydraulique dans le gouvernement du président Abdoulaye Wade, fonction qu'il exerce jusqu'en mai 2001. Il rejoint ensuite la coalition Benno Siggil Sénégal, qui portera la seconde alternance politique au Sénégal.

Nommé ministre d'État quelques mois plus tard, il démissionne en 2004, dénonçant ce qu'il considère comme des dérives autoritaires du régime. Huit ans après, en 2012, il effectue un retour au sommet de l'appareil d'État en tant que ministre d'État auprès du président Macky Sall.

Dès 2013, Abdoulaye Bathily fait le choix de se retirer volontairement de la scène politique nationale pour s'engager sur le plan international. Il rejoint alors les Nations Unies, où il sert au Mali de juillet 2013 à mai 2014. Il est ensuite nommé Représentant spécial du Secrétaire général et chef de la Mission

des Nations Unies en Afrique centrale, poste qu'il occupe jusqu'en octobre 2016.

En 2017, Abdoulaye Bathily présente sa candidature à la présidence de la Commission de l'Union africaine. Bien qu'il ne soit pas élu, il poursuit son engagement à l'échelle internationale en participant activement à de nombreuses conférences et rencontres scientifiques et politiques. En 2018, il est nommé conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour Madagascar. De septembre 2022 à avril 2024, il exerce les fonctions de Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU et chef de la Mission des Nations Unies en Libye.

L'enseignant-chercheur, fil conducteur d'un parcours

Parmi les nombreuses responsabilités qu'il a assumées, le professeur Abdoulaye Bathily considère

que la fonction d'enseignant-chercheur est celle qui reflète le plus fidèlement son engagement intellectuel et citoyen. Il reprend d'ailleurs pleinement sa carrière universitaire dès 2007. C'est dans cet esprit qu'un hommage appuyé lui a été rendu en février 2024 à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), à l'issue du colloque international *Dynamiques autour du fleuve Sénégal*. À cette occasion, les contributions majeures des professeurs Abdoulaye Bathily et Boubacar Barry ont été saluées pour leur rôle essentiel dans la compréhension de l'histoire de la Sénégalie et, plus largement, de l'Afrique.

Cette reconnaissance apparaît pleinement méritée. Fort de plus d'un demi-siècle de carrière, le professeur Abdoulaye Bathily demeure un témoin engagé et une figure majeure de l'histoire politique, intellectuelle et sociale du Sénégal. Un parcours dense et éclairant qu'il a consigné dans ses mémoires, *Passions de liberté*.

Ndeye Aida Dia



IFAN Cheikh Anta Diop : six années à la direction de l'Institut au service de la recherche, du patrimoine et de l'action publique

Entretien avec le Professeur Abdoulaye B. Ndiaye

Après six années à la tête de l'Institut fondamental d'Afrique noire Cheikh Anta Diop (IFAN Ch. A. Diop), le Professeur Abdoulaye Baila Ndiaye revient, dans cet entretien, sur les grandes orientations de son mandat entamé en 2020. Entre défis relevés,

repositionnement stratégique et avancées scientifiques, il met en lumière le rôle central de l'IFAN dans la protection de l'environnement, la recherche appliquée et l'accompagnement des politiques publiques.

Ce regard rétrospectif souligne la place stratégique de l'IFAN dans la recherche scientifique, la valorisation du patrimoine et l'accompagnement des politiques publiques.

Quels sont les principaux axes de travail engagés par l'IFAN et en quoi ses recherches influencent-elles les politiques publiques ?

L'IFAN n'est plus seulement cet institut de recherche fondamentale qui travaille à la compréhension profonde de la structuration et des mécanismes de fonctionnement de la nature, de la société et de l'Homme. Il est aussi un acteur engagé dans des problématiques concrètes de développement du Sénégal et de l'Afrique. Nos laboratoires, Zoologie des Vertébrés terrestres, Zoologies des Invertébrés terrestres, Biologie marine, Botanique, Traitement des Eaux usées, Genre et Recherche scientifique, Linguistique, LARTES, pour ne citer que ceux-là, mènent des recherches appliquées dont les résultats contribuent directement à la prise de décision, à l'élaboration des politiques publiques, ainsi qu'à la conservation des milieux naturels et du patrimoine.

Ce positionnement, qui ne date pas d'aujourd'hui, a permis à l'IFAN de jouer un rôle majeur, en tant qu'acteur, dans les domaines de l'éducation, de la culture et de la conservation de la flore et de la faune.

Les travaux de l'IFAN répondent directement aux problématiques vécues par les populations, aux défis du développement et aux enjeux des politiques publiques. C'est dans cette perspective que des collègues ont récemment initié la mise en place d'un cadre d'échanges entre chercheurs et décideurs, afin de favoriser une meilleure appropriation des résultats de la recherche par les acteurs publics. Un tel cadre permettra également aux

chercheurs de mieux comprendre les préoccupations des décideurs et de les intégrer en amont dans la formulation des questions de recherche.

Sur le plan scientifique, quels projets majeurs ont été menés ?

Tous les projets engagés sont importants. Je n'en citerais que quelques-uns.

Les projets conduits par le Laboratoire de Traitement des Eaux Usées (LATEU) autour de la qualité de l'eau et de ses impacts sur l'environnement ont valu à ce laboratoire d'être reconnu comme laboratoire de référence par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Il est aujourd'hui partenaire national de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture pour le volet « santé environnementale » de son programme *One Health*. À ce titre, le laboratoire a bénéficié d'équipements importants destinés au suivi de la santé de l'environnement. En partenariat avec Sabodala Gold Operation, le LATEU a également acquis des équipements renforçant significativement ses capacités en matière d'analyses physico-chimiques applicables à plusieurs domaines. Ce relèvement conséquent du plateau technique stimule la recherche



et accompagne la formation ainsi que l'encadrement des étudiants.

Le projet « Banque de Données Terminologiques et de Traductique », dénommé SENTERMINO, mis en œuvre par le Laboratoire de Linguistique en partenariat avec l'École Supérieure Polytechnique (ESP), vise à harmoniser les terminologies en langues nationales pour renforcer la formation et la recherche.

Le Laboratoire Genre a conduit un projet sous-régional d'envergure sur la participation des femmes à la vie politique en Afrique de l'Ouest et centrale (RDC, Côte d'Ivoire, Sénégal) avec un impact notable au Sénégal.

En biologie, plusieurs recherches sont en cours, notamment sur la systématique des termites en Afrique de l'Ouest, en partenariat avec la Gambie, les deux Guinées, le Burkina Faso et le Togo. Les résultats de ces recherches ont fait l'objet de publications majeures concernant ce groupe d'insectes, qui joue un rôle essentiel dans la structure et le fonctionnement des écosystèmes terrestres tropicaux.

Un projet innovant de valorisation des déchets est également en cours. Il porte sur l'élevage d'une espèce appelée mouche soldat noire, dont les larves, riches en protéines, sont incorporées dans la fabrication d'aliments destinés à l'aquaculture et à l'aviculture.

L'IFAN mène par ailleurs des projets majeurs dans le domaine du patrimoine, notamment le programme de numérisation du fonds Kesteloot, réalisé en partenariat avec le Réseau francophone numérique. Ce fonds est constitué d'enregistrements audio réalisés par notre ancienne collègue chercheuse Lilyane Kestelot et son équipe, au Sénégal et dans la sous-région. Le projet permet la numérisation aussi bien de documents textuels que d'archives sonores. S'y ajoutent le développement de la plateforme des publications, désormais achevé, et celui de la bibliothèque numérique, actuellement à un stade très avancé.

L'IFAN est en effet dépositaire d'un patrimoine unique. Quelles actions ont été menées dans ce domaine ?

Comme je l'ai mentionné plus haut, nous avons lancé un vaste programme de numérisation couvrant des documents textuels, sonores et iconographiques au niveau des départements de l'Information scientifique et des Musées. Une bibliothèque numérique est en cours de finalisation, permettant un accès à distance aux manuscrits, ainsi qu'aux fonds audiovisuels et iconographiques. La numérisation des collections des musées permettra également d'aller vers des expositions virtuelles, contribuant à une diffusion élargie de nos patrimoines.

Parallèlement, nous observons, depuis quelque temps, un enrichissement et un renouvellement des collections grâce résultant à la fois des missions de terrain et de nombreux dons. Il s'agit notamment des films de Mme Daniel Lacourse, réalisés en Érythrée, en Éthiopie et au Rwanda entre 1985 et 1996, période de bouleversements majeurs en Afrique de l'Est ; des enregistrements de prisonniers africains de la Première Guerre Mondiale ; de bibliothèques de chercheurs remises à l'IFAN, notamment celle d'Etienne Le Roy et d'Abdoulaye LY) ; ainsi que des œuvres offertes par des artistes et familles, parmi lesquelles la famille de Soundioulou Sissoko et l'artiste marocain Mahi Binebine entre autres.

La restauration du Musée de la Mer de Gorée, fermé depuis l'épidémie de la COVID-19, est également en cours, grâce à un financement d'un million de dollars américains de la Fondation ALIPH. Enfin, le projet de création du Musée Cheikh Anta Diop progresse, en collaboration avec le Rectorat de l'UCAD, la Fondation UCAD, la Mairie de Dakar et la famille de Cheikh Anta Diop.

Et sur le plan des publications ?

Nous avons relancé les activités de publication, en particulier les périodiques. La série B du Bulletin de l'IFAN ainsi que les Notes Africaines sont désormais publiées de manière quasi régulière. Des efforts soutenus ont également été engagés pour la série A du Bulletin.

Les collections non périodiques ont également été relancées avec la parution de plusieurs numéros de « Mémoires de l'IFAN », « Initiations et Études Africaines », « Catalogues et documents ».

Une convention signée avec l'École normale supérieure de Lyon et l'Humathèque du Campus Condorcet permettra la numérisation et la mise en ligne des séries A et B du Bulletin de l'IFAN pour la période 1939–1966, sur la plateforme Persée ainsi que sur la plateforme numérique de l'IFAN. Ces ressources pourront également être partagées avec la Bibliothèque centrale de l'UCAD, si elle le souhaite. L'objectif est d'aller vers une indexation systématique des périodiques et de renforcer l'accessibilité du savoir au plus grand nombre.

Professeur Ndiaye, quels étaient les axes prioritaires que vous aviez définis dès votre arrivée en 2021 et comment ont-ils guidé votre action ?

À mon arrivée en 2021, j'avais défini plusieurs axes prioritaires. Le premier concernait la question budgétaire, les ressources de l'IFAN étant très en deçà de ses missions et de ses responsabilités. Nous avons ainsi mené un plaidoyer auprès des autorités afin d'obtenir une augmentation de la subvention de l'État. Une année, l'Institut a bénéficié d'une subvention ponctuelle de 50 millions de francs CFA du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation ; ce qui nous a permis d'investir dans du matériel roulant destiné aux missions de terrain, de renforcer les activités de recherche et d'améliorer l'environnement de travail. En 2025, nous avons également obtenu une augmentation de 20 millions de la subvention de l'État.

Parallèlement, nous avons travaillé à l'amélioration des recettes propres de l'Institut, à travers la réhabilitation et la mise en location de la maison du conservateur du musée historique de Gorée, la location de certains espaces, ainsi que l'instauration d'un ticket payant pour les visites des collections. Ces mesures ont généré environ 12 millions de francs CFA supplémentaires par an, permettant de financer des investissements essentiels. À titre d'exemple, nous avons pu réaliser le câblage en fibre optique du bâtiment central et de ses annexes, devenu indispensable pour les activités de recherche. Auparavant, l'Institut dépendait d'un abonnement Wi-Fi instable et insuffisant. Ces ressources ont

également permis de prendre en charge des dépenses liées à la conservation des collections et de soutenir des initiatives portées par les chercheurs.

Quel rôle l'IFAN doit-il jouer aujourd'hui ?

L'IFAN est à la fois un institut de recherche, un éditeur scientifique et un conservatoire du patrimoine africain. Sa mission consiste non seulement de produire des savoirs sur l'Afrique, ses milieux et sur l'Homme, mais aussi de collecter, préserver et rendre accessible les patrimoines dont il est dépositaire.

Qu'en est-il du rayonnement de l'IFAN ?

L'IFAN s'appuie aujourd'hui sur plusieurs plateformes numériques mises en place pour diffuser l'information et valoriser ses activités, notamment à travers le Service de la communication. L'objectif est d'assurer une meilleure visibilité de l'Institut et de rendre le savoir plus accessible.

Par ailleurs, l'animation scientifique a connu un regain notable ces dernières années, avec l'organisation de nombreux événements scientifiques, souvent suivis à distance. Cette dynamique contribue à renforcer le rayonnement et la crédibilité internationale de l'IFAN. Nous avons encouragé toutes les initiatives allant dans ce sens et apporté un soutien institutionnel aux collègues engagés dans des manifestations scientifiques, tant au niveau national qu'international.

Enfin, quel conseil donneriez-vous à votre successeur ?

Je ne donnerai pas de conseil à proprement parler, mais je pense que le rôle du directeur est avant tout celui d'un animateur. Il lui revient de favoriser des relations apaisées, de reconnaître la valeur de chacun, d'encourager les initiatives pertinentes et de les accompagner. C'est à ce prix que l'IFAN continuera d'honorer sa mission au service du Sénégal et de l'Afrique.

Propos recueillis par Ndeye Aida Dia

De nouveaux chercheurs au Laboratoire d'Histoire

IFAN Actu a le plaisir de présenter de nouveaux chercheurs récemment intégrés au Laboratoire d'Histoire. À travers leurs parcours académiques solides et la richesse de leurs champs de recherche, Dr Saliou Dit Baba Diallo et Dr Amadou Dramé viennent consolider les dynamiques scientifiques de l'Institut et contribuer au renouvellement des approches historiographiques sur l'Afrique de l'Ouest



Dr Saliou Dit Baba Diallo

Docteur en histoire moderne et contemporaine de l'Université de Poitiers (France), Dr Saliou Dit Baba Diallo est actuellement chercheur au Laboratoire d'Histoire de l'IFAN Cheikh Anta Diop. Il est aussi chargé de cours à l'Université du Sine Saloum El Hadji Ibrahima Niass (Sénégal). Ses travaux de recherche se situent à l'intersection de l'histoire des migrations, de l'histoire coloniale et de l'histoire des sociétés rurales postcoloniales en Afrique de l'Ouest.

Spécialiste des migrations et mobilités internationales impliquant les populations de la vallée du fleuve Sénégal, membre du Laboratoire Migrinter de l'Université de Poitiers, il est auteur de plusieurs articles scientifiques et de trois ouvrages. Sa réflexion couvre les périodes précoloniales, coloniales et postcoloniales.

Son approche méthodologique repose sur l'exploitation de sources orales et iconographiques, des archives et des récits de voyage. Après avoir longuement exploré les dynamiques migratoires, il entend désormais élargir ses recherches à l'histoire sociale et culturelle, à l'histoire du transnationalisme « par le bas », à l'histoire militaire à l'articulation de la mémoire et du patrimoine, ainsi qu'à l'étude des expériences de rapatriement en contexte de conflit.



Dr Amadou Dramé

Amadou Dramé a fait un doctorat d'histoire moderne et contemporaine de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Sa thèse a porté sur la fabrique du renseignement et la surveillance des personnes en Afrique occidentale française. Il s'est notamment focalisé sur les lettrés musulmans, les élites de formations scolaires occidentales et les étrangers originaires des pays arabo-musulmans. Après sa thèse, il a intégré le programme de recherche transnational IHA-CREPOS sur « La bureaucratisation des sociétés africaines » comme postdoctorant, puis coordonnateur scientifique. Ses recherches dans ce programme ont porté sur les politiques coloniales et postcoloniales d'identification transnationales, la fabrique et la production de savoirs sur les populations ouest-africaines francophones à partir des papiers d'identités (fiches d'identification, passeports, laissez-passer).

Ses recherches actuelles s'inscrivent dans une perspective d'histoire de relations internationales en étudiant des réseaux religieux musulmans en Afrique de l'Ouest au cours du XIX^e-XX^e siècles. Il s'intéresse principalement aux communautés musulmanes de la périphérie en intégrant des « jeux d'échelles », c'est-à-dire des articulations de l'espace et du temps.

Ils nous ont quittés, mais leur lumière demeure !

Pr Pape Demba Fall (12 février 2025)

Pr Abdou Salam Fall (15 août 2025)

Il est des départs qui laissent le silence plus lourd que les mots, et des absences qui continuent pourtant de parler, longtemps, profondément, à travers les œuvres, les idées et les vies qu'elles ont touchées. L'année 2025 restera pour l'IFAN une année de deuil, marquée par la disparition de deux figures majeures de sa communauté scientifique, deux hommes dont les trajectoires intellectuelles, humaines et institutionnelles ont durablement façonné la recherche en sciences humaines et sociales au Sénégal et bien au-delà.

Le **12 février 2025**, le professeur **Pape Demba Fall**, ancien chercheur au Laboratoire de Géographie de l'IFAN, nous quittait. Géographe reconnu, spécialiste des mobilités humaines et des dynamiques migratoires, il a contribué, par des travaux rigoureux et profondément humanistes, à éclairer les réalités complexes des migrations africaines. À travers ses recherches, il a su dépasser les approches réductrices pour restituer aux trajectoires migratoires leur épaisseur sociale, historique et humaine.

Pape Demba Fall était un chercheur qui assumait pleinement sa parole dans l'espace académique comme dans le débat public, avec clarté, conviction et élégance. Son engagement scientifique était visible, assumé, porté par une volonté constante de déconstruire les stéréotypes, de nuancer les lectures dominantes et de rappeler la complexité des faits sociaux.

Son élégance se manifestait autant dans la tenue, toujours soignée, que dans la parole, ferme mais respectueuse, directe sans jamais être brutale. Il savait défendre ses positions, dialoguer, convaincre, sans renoncer à l'exigence scientifique ni au respect de l'autre. Collègue apprécié, enseignant attentif, le Professeur Pape Demba a marqué durablement les étudiants et chercheurs par la force de ses analyses et la clarté de ses interventions.

Quelques mois plus tard, le **15 août 2025**, l'IFAN fut de nouveau frappé par un choc immense avec la disparition brutale du Professeur **Abdou Salam Fall**, fondateur et Directeur du LARTES, membre de l'Académie nationale des Sciences et Techniques. Sociologue et socio-anthropologue de tout premier plan, intellectuel rigoureux et militant de la pensée

critique, il a incarné toute sa vie une science profondément ancrée dans les réalités sociales, attentive aux dynamiques de terrain, aux formes de domination comme aux capacités de résistance et d'invention des sociétés africaines.

Homme de convictions et de dialogue, il a marqué des générations de chercheurs, d'étudiants, d'acteurs du développement et de décideurs par la profondeur de ses analyses, la justesse de son regard et la générosité de sa transmission. Son œuvre, nourrie par une exigence méthodologique sans concession et une éthique scientifique forte, demeure une référence incontournable pour penser les transformations sociales, économiques et politiques contemporaines. Il était de ces intellectuels qui ne concevaient pas le savoir comme un pouvoir à garder, mais comme une lumière à partager.

Au-delà de l'œuvre scientifique, Abdou Salam Fall restera dans les mémoires comme un homme d'une élégance rare, comme il en fut le cas avec le Professeur Pape Demba Fall, dans la posture, la parole et la relation à l'autre. Son élégance était faite de retenue, d'écoute et de bienveillance. Sa parole, toujours posée, éclairait sans blesser ; elle savait convaincre sans écraser, corriger sans humilier, orienter sans contraindre.

Professeur Abdou Salam aimait voir les autres réussir, voir les collègues avancer, percer, trouver leur place, prendre confiance en leur travail. Il se réjouissait sincèrement des succès des autres, sans calcul ni posture. Beaucoup ont avancé parce qu'il était là, parce qu'il avait cru en eux avant même qu'ils n'y croient eux-mêmes. Et dans un monde académique parfois dur, concurrentiel, traversé d'ego et de luttes de position, il incarnait une autre manière d'être chercheur : juste, humble, profondément humain.

Sociologue et socio-anthropologue engagé, il pensait la science comme un outil de compréhension mais aussi de transformation sociale. Ses travaux, nourris par une solide tradition critique et par une connaissance intime des réalités africaines, ont durablement marqué les réflexions sur le développement, la participation, les réseaux sociaux, les dynamiques communautaires et les politiques publiques. Mais au-delà des publications et des

cadres institutionnels qu'il a contribué à bâtir, c'est son humanité tranquille, son sens aigu de la responsabilité collective et sa fidélité aux valeurs de transmission qui restent gravés dans les esprits.

À travers leurs parcours distincts mais complémentaires, les Professeurs **Abdou Salam Fall** et **Pape Demba Fall** partageaient une même conception exigeante et profondément éthique de la recherche : une science rigoureuse mais ouverte, ancrée dans le réel, attentive aux sociétés, aux acteurs et aux générations futures. Ils ont transmis bien plus que des savoirs : une manière d'être chercheur, une posture morale, un rapport élégant et responsable au monde.

Leur disparition laisse un vide immense au sein de l'IFAN, mais leur héritage intellectuel, institutionnel

et humain demeure vivant dans les travaux qu'ils ont menés, les structures qu'ils ont construites, et les générations qu'ils ont formées.

IFAN-ACTU s'incline avec respect devant leur mémoire et adresse ses pensées les plus sincères à leurs familles, à leurs proches et à leurs étudiants.

Un hommage approfondi leur sera consacré ultérieurement, afin de revenir, avec le recul, sur la richesse de leurs parcours, la portée de leurs œuvres et l'empreinte durable qu'ils laissent dans l'histoire scientifique de l'Institut et de la recherche africaine.

Que la miséricorde divine soit éternellement sur eux.

Inna lillah wa inna ilayhi raaji'uun.

Pr Adjaratou O. Sall





COMITÉ DE RÉDACTION

Directeur de publication : Abdoulaye Baila **NDIAYE** (Directeur IFAN Ch. A. Diop)
Coordinatrice : Adjaratou Oumar **SALL** (Chercheur, Laboratoire de Linguistique)

Rédacteurs

Nafissatou BAKHOUM (Conservateur, Chef du Service de la Documentation) **Doudou DIOP** (Chercheur, Laboratoire de Botanique) - **Khady DIOUF** (Chercheur, Laboratoire de Biologie marine) - **Sokhna FALL** (Chef du Service Audiovisuel) - **Birima Meissa FALL** (Chercheur, Laboratoire de Géographie) - **Mamour DRAMÉ** (Chercheur, Laboratoire de Linguistique) - **Souleymane GAYE** (Chef du Service des Archives) - **Ngor GNING** (Conservateur au Service des Archives) - **Saliou NGOM** (Chercheur, Laboratoire d'Anthropologie) - **Cheikh Abdoulaye NIANG** (Chercheur, Laboratoire d'Anthropologie) - **Demba KEBE** (Chercheur – Laboratoire de Préhistoire Protohistoire) - **Nicolas Serge SAGNA** (Technicien au Département de Géographie) - Seydi Diamil **NIANE** (Chercheur, Laboratoire Islamologie)

Journaliste : Ndeye Aïda **DIA**, (Cheffe du Service Communication et relations publiques)

Conception & Mise en page

Thierno Ibrahima **DIOP** (Infographe, Service Audiovisuel, IFAN Ch. A. Diop)

A PROPOS DE IFAN@ACTU

La newsletter **IFAN@ACTU** est un bulletin d'information pour l'IFAN-Ch. A. Diop et toutes les structures s'y rattachant, sur les travaux du personnel de l'IFAN et sur l'actualité au sein de l'Institut.

Contact : + 221 33 824 16 52 / 77 453 64 63 **Site web :** www.ifan.ucad.sn